

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

INTEGRAAL VERSLAG
COMPTE RENDU INTÉGRAL

PLENAIRE VERGADERING VAN VRIJDAG 17 JULI 2020
(Ochtendvergadering)

SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 17 JUILLET 2020
(Séance du matin)

VOORLOPIG VERSLAG

Nog niet goedgekeurd door de sprekers.
Niet citeren zonder de bron te vermelden.

COMPTE RENDU PROVISOIRE

Non encore approuvé par les orateurs.
Ne pas citer sans mentionner la source.

PRÉSIDENCE : M. RACHID MADRANE, PRÉSIDENT.

- *La séance est ouverte à 9h38.*

M. le président.- Je déclare ouverte la séance plénière du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du vendredi 17 juillet 2020.

[105]

EXCUSÉS

M. le président.- Ont prié d'excuser leur absence :

- M. Matteo Segers ;
- M. Emin Özkara ;
- Mme Joëlle Maison.

[107]

COMMUNICATIONS FAITES AU PARLEMENT

SOCIÉTÉ DU LOGEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (SLRB)

Rapport annuel 2019

M. le président.- Par lettre reçue le 15 juillet 2020, le directeur général et la directrice générale adjointe de la Société du logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB) transmettent le rapport annuel 2019, intitulé : "Pour un logement public de qualité en Région de Bruxelles-Capitale".

- Renvoi à la commission du logement.

COLLECTE DE SANG

M. le président.- Ce matin est organisée une collecte de sang dans la salle des glaces du parlement. La crise du Covid-19 a fait diminuer de manière importante les réserves de sang dans notre pays. Il devient plus qu'urgent de les reconstituer. Il reste des places libres à 11h50 et 12h, et ceux qui pourront y aller sont remerciés par avance.

[109]

DÉBAT SUR LE PLAN DE RELANCE DU GOUVERNEMENT ET PROJET D'ORDONNANCE

M. le président.- L'ordre du jour appelle le débat sur le plan de relance du gouvernement et le projet d'ordonnance portant mise en vigueur de la délibération budgétaire n° 05 du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale autorisant l'engagement, la liquidation et le paiement des dépenses, à imputer au budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2020 (nos A-209/1 et 2 – 2019/2020).

Avant de commencer, je vous informe que nous avons reçu ce matin l'intervention du gouvernement. Elle sera adressée à tous les secrétaires politiques et à tous les députés par voie électronique. Des exemplaires seront également imprimés et distribués en version papier à tous les présidents de groupe lors de cette séance.

Conformément à la décision du Bureau élargi du 8 juillet 2020, le temps de parole est réparti comme suit :

- exposé du ministre-président : 30 minutes ;
- groupes politiques reconnus : 10 minutes (indépendants : 5 minutes) ;
- réponse du gouvernement : 20 minutes ;
- répliques : 2 minutes par orateur.

[115]

Exposé du ministre-président

M. Rudi Vervoort, ministre-président.- La pandémie qui nous touche encore a profondément ébranlé notre société. Elle a bouleversé la vie des Bruxelloises et des Bruxellois et continuera à la déterminer de manière importante. Nous mesurons tous les effets de cette crise dans nos vies quotidiennes, d'abord du point de vue de la santé de chacun et des effets sur notre système sociosanitaire.

Sur le plan économique, la pandémie se traduit aussi par une réduction significative de l'activité, du fait des nécessaires mesures de confinement décidées par le Conseil national de sécurité. Bien que l'ensemble des secteurs d'activité soient affectés par la crise, certains sont plus durement touchés que d'autres, et occupent par ailleurs une majorité de Bruxelloises et de Bruxellois : l'horeca, les secteurs des arts, du spectacle et des activités récréatives - et, par extension, toutes les activités liées au tourisme -, la construction, le commerce de gros et de détail ainsi que les activités de services administratifs et de soutien, dont les titres-services et les métiers de la sécurité.

Le risque de multiplication des faillites et des cessations d'activité est particulièrement élevé dans ces secteurs, où les petites entreprises, composantes essentielles du tissu économique bruxellois, sont particulièrement menacées. En matière d'emploi, la situation est particulièrement inquiétante puisque, aujourd'hui, 23 % de l'emploi salarié régional serait concerné par le chômage temporaire, 30 % des salariés bruxellois seraient touchés par le chômage temporaire et 46 % des indépendants bruxellois auraient fait appel au droit passerelle.

Nombre de ces personnes risquent de basculer vers le chômage ordinaire. Le nombre de chercheurs d'emplois inscrits auprès d'Actiris pourrait augmenter de 10.000 à 30.000 personnes d'ici la fin 2020.

[119]

(verder in het Nederlands)

Ons welzijns- en gezondheidssysteem werd op de proef gesteld door de hoge oversterfte, de vele ziekenhuisopnames, de moeilijke gezondheidssituatie in de rusthuizen en andere vormen van opvang, het feit dat patiënten zorg uitstelden, problemen op het vlak van geestelijke gezondheid enzovoort.

Een ander belangrijk gevolg van de crisis is dat de openbare ruimte een nieuwe invulling krijgt. Eerst liep die openbare ruimte tijdens de lockdown helemaal leeg; nadien noopten de regels omtrent het bewaren van fysieke afstand ons ertoe ze op een andere manier te gebruiken. Het komt er nu op aan het nieuwe gebruik van de openbare ruimte te begeleiden, rekening te houden met de nieuwe behoeften en eerst in een tijdelijke en nadien in een blijvende herinrichting van de ruimte te voorzien.

Hoe heeft de regering gereageerd op de zware gevolgen van de coronacrisis voor onze stad? Welnu, eerst en vooral heeft de Brusselse regering in allerijl het nodige gedaan om onze openbare gezondheidszorg en ons opvangsysteem voor kwetsbare mensen te ondersteunen. In maart hebben we ook een hele reeks dringende steunmaatregelen voor onze economie en onze burgers genomen om de economische en maatschappelijke schade zo beperkt mogelijk te houden. Daarvoor hebben we bijna 500 miljoen euro uitgetrokken.

Voor het Brussels Gewest komt die uitgave neer op een gigantische inspanning die meer dan 8% van het budget uitmaakt. Het gaat om 410 euro per inwoner. Dat is enorm veel, ook in vergelijking met de andere gewesten. Toch is het nog te weinig voor de economische long van het land die Brussel is. We weten echter dat er een kloof gaapt tussen het bbp dat in Brussel wordt gegenereerd, en het budget van het Brussels Gewest. Dat zijn de beperkingen waarmee we moeten werken.

[121]

(poursuivant en français)

Ces mesures comprennent bien sûr les primes de 4.000 euros octroyées aux entreprises fermées en raison des mesures de prophylaxie ou les primes de 2.000 euros octroyées aux entreprises dont le chiffre d'affaires a été fortement mis à mal par la crise.

Parmi ces nombreuses mesures figurent également la garantie régionale sur les prêts, le prêt proxi, le soutien à l'économie d'insertion sociale, l'exonération de la taxe d'hébergement touristique pour les hôtels et de la taxe sur les taxis et les locations de voiture avec chauffeur (LVC), les aides aux locataires à revenus modestes ainsi que le fonds d'urgence pour le secteur culturel.

Parallèlement à ces mesures d'urgence, nous avons cherché à structurer notre action de soutien. Dès le début du mois de mai, le gouvernement a approuvé une méthodologie pour construire un plan de relance et de redéploiement. Le gouvernement bruxellois entend répondre à cette crise en relevant les défis et en exploitant les possibilités qu'elle recèle.

Nous voulons en effet rendre Bruxelles résiliente en poursuivant la transition économique, la relocalisation des fonctions productives, la transformation de l'entreprise et la qualité de l'emploi, l'accélération de la construction de la ville proche et de la ville résiliente, le renforcement de la mobilité douce, l'accélération de la production de logements publics et l'amélioration de l'accès et de la qualité du logement pour tous et, enfin, l'accélération de la rénovation durable du bâti, de la transition des métiers de la construction et du développement d'espaces verts pour tous.

[123]

(verder in het Nederlands)

De Brusselse regering wil Brussel meer dan ooit versterken als dynamische, creatieve, ecologische en kosmopolitische hoofdstad. Vooraleer het plan uit te werken, werd een diagnose opgemaakt van de sociaal-economische en de territoriale situatie en de toestand van het milieu met betrekking tot de coronacrisis. De administraties hadden in een recordtijd een eerste versie klaar.

Perspective.brussels coördineerde de opmaak van een rapport dat door het Brussels Observatorium voor Werk en Opleiding werd aangevuld met een analyse van de gevolgen voor de arbeidsmarkt. De volledige versie van dat document, dat regelmatig zal worden geüpdatet, is binnenkort beschikbaar op de website van perspective.brussels.

Op basis van de diagnose heeft de Brusselse regering drie doelstellingen vastgelegd. Die drie doelstellingen van het gewestelijk plan zijn de volgende.

[125]

(poursuivant en français)

Selon le Bureau fédéral du Plan (BFP), les politiques de sortie de crise devraient se focaliser prioritairement sur les groupes vulnérables : personnes à faibles revenus, personnes vivant seules, familles monoparentales, travailleurs en incapacité de travail ou sans emploi, bénéficiaires d'allocations sociales, personnes porteuses de handicap. Elles devraient aussi accorder une attention particulière, de manière transversale, aux questions de genre et d'égalité entre hommes et femmes.

Notre objectif est de contrer les conséquences sociales et économiques de la crise. C'est évidemment le sens même du plan. Nous voulons soutenir et renforcer l'économie en renforçant les priorités de la déclaration de politique régionale (DPR) en faveur de la transition économique et de la création d'emplois durables profitant à l'économie réelle et locale bruxelloise.

Nous voulons aussi engager un changement de comportement et un processus de résilience face aux crises futures. Ce plan devra répondre aux besoins déjà répertoriés, anticiper d'éventuelles nouvelles périodes de confinement et y préparer la Région. Il entend également renforcer la résilience sociale, économique et environnementale de la Région. Celle-ci doit notamment développer le recours à un urbanisme tactique et qualitatif permettant de répondre à des besoins immédiats en testant des usages et solutions potentiellement à même d'améliorer les conditions de vie.

Partant d'un contexte connu, la réponse politique et le plan de relance et de redéploiement devront veiller à mettre en cohérence les principaux enjeux d'aménagement : densité, répartition des fonctions sur le territoire, présence d'espaces verts de qualité, logements abordables, transports publics, etc.

[127]

(verder in het Nederlands)

We willen herstel combineren met herontwikkeling en met een beleidsvisie voor het Brussels Gewest. De Brusselse regering heeft in haar algemene beleidsverklaring voor 2019-2024 al duidelijk te kennen gegeven

een strategie te willen uittekenen om de stad veerkrachtiger te maken en de omschakeling van de economie te bewerkstelligen.

In zekere zin voorziet ons regeerakkoord al in de instrumenten die nodig zijn voor het herstelbeleid. We wensen ze optimaal te benutten en leggen een aantal prioriteiten vast. Het relance- en herontwikkelingsplan steunt dus op de prioriteiten van de algemene beleidsverklaring.

Om een coherente aanpak van de regering te waarborgen, wordt het plan geïntegreerd in de bestaande strategische planningsinstrumenten, meer bepaald de communicatiecampagne Go4Brussels 2030, het gewestelijk plan voor duurzame ontwikkeling (GPDO), het gewestelijk mobiliteitsplan Good Move en het Gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan (GLKE).

Uiteraard willen we het plan doen aansluiten bij Next Generation EU en de Europese Green Deal. Die Europese initiatieven zijn bedoeld om de lidstaten te steunen bij hun investeringen en hervormingen om de crisis op te vangen. Op die manier kan het Brussels Gewest de middelen die in dat verband worden vrijgemaakt, optimaal benutten.

Het relance- en herontwikkelingsplan moet ook streven naar maximale complementariteit tussen de federale, de regionale en de lokale niveau. Om te bepalen uit welke maatregelen het plan moet bestaan, hebben we vijf transversale doelstellingen vastgelegd.

[129]

(poursuivant en français)

Les mesures contribuent aux objectifs de promotion de la diversité, de l'égalité des chances et de lutte contre toute forme de discrimination. Dans cette optique, elles sont accompagnées d'indicateurs, de suivi des objectifs sociaux, d'égalité de genre notamment, de promotion de la diversité et de lutte contre toute forme de discrimination et d'objectifs climatiques. Aucune mesure individuelle ne peut induire un recul par rapport à ces objectifs.

Les mesures doivent permettre de contribuer directement ou indirectement aux objectifs de la Région relatifs à la lutte contre le changement climatique et à la préservation de la biodiversité.

Les mesures doivent également permettre de préserver des emplois ou de créer des emplois durables, autrement dit des emplois faiblement délocalisables, de qualité et qui répondent aux besoins des Bruxelloises et des Bruxellois dans des secteurs porteurs, essentiellement en phase avec la stratégie Go4Brussels 2030.

J'ai lu une critique assez curieuse, selon laquelle préserver des emplois n'était pas aussi ambitieux que d'en créer. Néanmoins, dans une crise économique majeure, tout emploi préservé compte ! C'est l'emploi qu'il ne faudra pas créer pour sortir quelqu'un du chômage. C'est l'emploi qui aura permis à une famille de garder un revenu stable. C'est la base même de la relance économique : préserver des emplois et instaurer des conditions favorables à la création d'emplois.

Les budgets investis par le gouvernement doivent bénéficier directement et indirectement à l'économie réelle et locale bruxelloise, en particulier aux projets contribuant à la transition, vers une économie décarbonée, circulaire, régénérative et sociale, ainsi qu'à l'emploi bruxellois, y compris au tissu essentiel des services publics et du secteur non marchand.

Les mesures constituent une réponse à un besoin d'adaptation de la Région à la crise sociale, économique, sanitaire et environnementale. Elles visent également à les prévenir.

[131]

(verder in het Nederlands)

Tot zover de criteria die aan de basis liggen van het plan. Het plan zal uitgevoerd worden in overleg. Bij de verschillende maatregelen hoort een passende vorm van overleg, op basis van de volgende pijlers.

We kiezen voor een overlegproces met de sociale partners, zoals dat aan de basis ligt van de Go4Brussels 2030. Dat typisch Brusselse overleg is een troef die we willen benutten, ondanks de hoogdringendheid. Zo liggen het sociaal-economische deel en de pijlers welzijn, gezondheid en ruimtelijke ordening momenteel op tafel bij het Brussels Economisch en Sociaal Overlegcomité (Besoc).

We zullen ons ook richten tot de relevante adviesraden, de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie (GOC) en de Milieuraad.

We hebben ook ruimte gelaten voor andere vormen van ad-hocoverleg en participatieprocessen, vooral met het middenveld. Gisteren werd het principe goedgekeurd om spontaan samengestelde groepen te ontmoeten die nadenken over de gevolgen van de crisis, zoals het Sophia-netwerk.

Er is veel tijd nodig om de aangehaalde aandachtspunten en uitdagingen aan te pakken. In april en mei 2020 werd bijna 500 miljoen euro vrijgemaakt voor dringende en rechtstreekse steun aan de door de crisis getroffen mensen en bedrijven. Zo gaat 120 miljoen euro naar maatregelen op de kortere termijn met een rechtstreeks impact op mensen en bedrijven die het moeilijk hebben. We zitten immers op een scharniermoment in de afbouw van de lockdown- en veiligheidsmaatregelen. Ze zijn erop gericht de leefomgeving van de Brusselaars tijdens de zomer te verbeteren. De Brusselse regering heeft ze op 7 juli formeel bekrachtigd.

[133]

Des mesures de relance soutiendront le pouvoir d'achat et l'activité des secteurs public et privé, en visant la préservation de l'emploi des Bruxellois. Des mesures de redéploiement viseront à repenser les modèles de développement urbain, de production, de consommation et de solidarité pour les rendre plus résilients.

Parmi celles-ci, le gouvernement entend mener une politique d'investissement volontariste produisant des effets économiques contracycliques et permettant la mise à disposition des citoyens d'équipements essentiels, dont la nécessité a été particulièrement ressentie pendant la crise : logements de qualité, infrastructures publiques sportives et culturelles, espaces verts. De nombreux investissements sont déjà prévus dans la déclaration de politique générale (DPG). Les priorités en ce domaine seront donc définies en lien avec la détermination de la trajectoire budgétaire pluriannuelle.

Ces mesures de relance et de redéploiement constitueront le plan global que nous adopterons en septembre ou octobre, parallèlement à l'adoption du budget pluriannuel pour la législature.

Pendant que nous construisons ce plan, nous ne sommes pas restés immobiles et sourds aux besoins régionaux. Nous avons continué à prendre les décisions nécessaires au soutien des secteurs économiques et sociaux et aux citoyens. Ainsi, nous avons adopté à la mi-juin la première partie d'un plan de relance du tourisme pour 5 millions d'euros afin d'accompagner le déconfinement du secteur. Celui-ci est arrivé plus

vite qu'initialement imaginé, mais nous étions d'ores et déjà prêts grâce au travail de visit.brussels, réalisé avec plus de 130 partenaires.

C'est tout le sens du travail mené : construire un plan de relance et de redéploiement cohérent, avec nos objectifs politiques communs, tout en étant en permanence à l'écoute des besoins.

Voici les trois axes du plan en projet, avec des exemples de mesures d'urgence déjà adoptées.

[135]

(verder in het Nederlands)

Het plan omvat dus drie pijlers: sociaal-economische transitie, werkgelegenheid, welzijn en gezondheid en de vraagstukken rond territoriale ordening in de brede zin van het woord, die naast stadsvernieuwing vooral betrekking hebben op huisvesting, mobiliteit en leefmilieu.

In het kader van de sociaal-economische transitie gaat het om te beginnen om steun aan ondernemers. We willen liquide middelen creëren voor huurders door in te werken op de handelshuurovereenkomsten, een lokale financiering van de Brusselse ondernemingen bevorderen met de spaargelden van de burger, de ontwikkeling van stedelijke productie stimuleren voor de transitie van ambacht naar industrie, bedrijven begeleiden die dreigen te sluiten om hun personeel over te nemen in een coöperatieve, en handelaars en lokale handelsdynamiek ondersteunen in het kader van het herstel en de economische herontwikkeling.

Werkgelegenheid vormt de grootste uitdaging na de coronapandemie. Het is de bedoeling om de werkgelegenheidsgraad van de Brusselaars op te trekken, een kwaliteitsvolle begeleiding te bieden zowel aan werkzoekenden als aan werkgevers, een herstelfonds in te voeren voor werknemers die ten gevolge van een faillissement door de crisis ontslagen werden, de bestaande werkgelegenheidsmaatregelen verder te ontwikkelen en het opleidingsaanbod te versterken zodat werkzoekenden digitale, taalkundige en beroepsgerichte vaardigheden verwerven.

[137]

(poursuivant en français)

Dans le domaine de la transition écologique, nous allons relancer le secteur de la construction pour créer des emplois locaux et améliorer la qualité énergétique du logement. Il s'agit aussi de lancer l'alliance emploi-environnement-rénovation (AEER), d'augmenter de près de huit millions d'euros le budget dévolu aux primes énergie et d'améliorer l'accompagnement des candidats rénovateurs, à raison de deux millions d'euros.

J'en viens à l'axe 2 : social, santé et transition solidaire. Nous voulons :

- avancer vers une société plus juste et plus solidaire en mettant en place un outil de gestion des risques sanitaires ;
- lutter contre les inégalités sociales et environnementales pour une meilleure santé ;
- renforcer les dispositifs d'écoute et d'accueil des personnes en difficulté sociale ;
- assurer une place digne à nos aînés dans la société de demain.

On le sait, les structures d'hébergement ont toutes souffert durant cette crise. Je rappelle que c'est également le cas de celles accueillant les personnes en situation de handicap. C'est pourquoi nous allons créer vingt places pour des personnes handicapées de grande dépendance présentant des troubles du comportement, vingt nouvelles places de répit pour les enfants et pour les adultes en centres d'hébergement, dont dix destinées à des personnes de grande dépendance souffrant notamment du trouble du spectre autistique.

Nous entendons aussi favoriser le lien social et la citoyenneté avec notamment :

- une aide financière supplémentaire destinée aux associations de soutien scolaire ;
- la lutte contre la fracture numérique dans les secteurs du soutien scolaire et de l'alphabétisation ;
- l'aménagement territorial et de l'environnement ; nous avons pris rapidement des mesures dans le domaine de l'urbanisme tactique et de l'investissement cyclable, qui avait pour objectif de rendre l'espace public aux Bruxellois avec des rues cyclables, une solution "Park + Bike", des rues à jeux et "Bruxelles en vacances".

Le logement a été un enjeu essentiel pendant cette crise. C'est évidemment un domaine d'inégalités majeures : trois personnes confinées dans une maison avec jardin, ce n'est pas la même chose que sept personnes dans un petit appartement. Il s'agit bien sûr d'un enjeu de long terme, mais nous prenons aussi des mesures immédiates pour contribuer à rendre le logement accessible à tous.

Nous avons donc prévu le lancement d'une première vague d'acquisition de logements sociaux. Un budget supplémentaire de 15 millions d'euros en 2020 et de 20 millions d'euros en 2021 sera destiné à l'acquisition de logements sociaux, qui viendront en complément des nouveaux logements déjà prévus dans le plan régional du logement et l'alliance habitat. Trois leviers seront actionnés : l'achat et la rénovation de bâtiments existants, l'achat de constructions neuves clef sur porte et l'achat de logements neufs sur commande.

Nous agissons également dans le domaine de la cohésion sociale. Quelques exemples :

- une aide financière supplémentaire aux associations de soutien scolaire, avec près de deux millions d'euros ;
- la prise en charge des nouveaux besoins du secteur ;
- le développement et le renforcement de l'offre ;
- la lutte contre la fracture numérique dans les secteurs du soutien scolaire et de l'alphabétisation, avec près d'un million d'euros ;
- le financement de matériel informatique à destination du secteur associatif, avec un million d'euros en 2020 ;
- la formation des intervenants et des apprenants dans la maîtrise de base des outils informatiques et de l'internet.

Ce sont là quelques exemples des mesures déjà décidées et budgétées. Elles constituent donc la première partie du plan. Le reste, comme je vous l'ai dit, demeure à construire avec les partenaires sociaux.

Il ne m'appartient pas aujourd'hui d'anticiper le résultat de la dynamique qui a été lancée. Les partenaires sociaux ont reçu l'ensemble des éléments leur permettant de prendre connaissance de la situation et de se lancer ensuite dans une concertation : la seule manière d'éviter une déperdition des moyens est de travailler avec les gens de terrain.

Bien malin qui pourra dire dans quelle conjoncture nous aborderons la rentrée prochaine ! La situation épidémiologique n'est pas encore stabilisée et notre objectif est évidemment de nous adapter aux circonstances pour ne pas prendre de mesures devenues totalement inutiles.

Nous agissons donc au plus près de la réalité : telle est notre responsabilité, et c'est dans cet esprit que nous resterons mobilisés dans les prochaines semaines et les prochains mois.

(Applaudissements sur les bancs de la majorité)

[143]

Débat

Mme Alexia Bertrand (MR).- Nous n'avons reçu que ce matin le texte sur lequel se base le débat sur le plan de relance, alors que le gouvernement l'a présenté à la presse le 7 juillet. Nous sommes le 17 juillet. Un minimum de respect et de correction à l'égard du parlement eût été de nous transmettre au moins les documents dont la presse a pu prendre connaissance. Nous avons pu nous les procurer, mais pas par un canal officiel. C'est malheureux. M. le président, en tant que garant de cette institution, vous devriez veiller à ce point à l'avenir, afin de garantir la qualité de nos débats.

M. le président.- Mme la députée, dès le début de cette séance, j'ai dit que nous avons reçu ce document ce matin et qu'il a été transmis par mail à tous les chefs de groupe. Les documents sont imprimés quand je les reçois. J'entends bien ce que vous dites, mais ce n'est pas mon rôle de demander au ministre-président de me les transmettre.

[147]

Mevrouw Cielte Van Achter (N-VA).- Ik heb dezelfde bemerking als mevrouw Bertrand. Ik ontving de mail om 9.46 uur: op dat moment zat ik hier al in het halfroond. Ik weet dat hier snel wordt gewerkt, en wij zijn flexibel en kennen onze dossiers, maar het blijft hoogst oncomfortabel om je niet te kunnen voorbereiden. Met meer kennis van zaken en tijdiger bezorgde documenten kunnen we een inhoudelijk veel interessanter debat voeren.

[149]

Mme Alexia Bertrand (MR).- En découvrant ce plan, le MR s'est demandé si vous aviez bien pris la mesure de la crise qui nous attend. En effet, des trois Régions et des trois ministres-présidents, Bruxelles et son ministre-président doivent être les plus inquiets, et ce, pour trois raisons.

Pour commencer, 20 % de l'économie bruxelloise et 23 % de son emploi sont liés à son rôle international. Vous avez récemment signé une étude qui prouve à quel point Bruxelles dépend des secteurs du tourisme, de l'événementiel, de l'horeca ainsi que du secteur des réunions, congrès, conventions et voyages de gratification (meetings, incentives, conventions and exhibitions, MICE). Ces secteurs ont malheureusement subi la crise de plein fouet. Par rapport aux autres Régions, nos secteurs de l'événementiel et de l'horeca sont

surpondérés. En temps normal, cette particularité de Bruxelles est une force, mais en cette période de pandémie, c'est son talon d'Achille.

Ensuite, notre Région souffre d'un taux de chômage de plus de 15 %, soit deux fois plus qu'en Wallonie et presque trois fois plus qu'en Flandre. La situation n'ira pas en s'améliorant, puisque la baisse des offres d'emploi était déjà de 19 % en mai par rapport à l'année dernière et que le nombre de chômeurs a augmenté. Ils étaient 85.000 avant la crise. Aujourd'hui, on en compte 10.000 à 30.000 de plus.

Enfin, sur le plan socio-économique, l'état de santé de la Région bruxelloise était déjà préoccupant avant la crise. En vérité, la Région bruxelloise avait déjà besoin d'une bonne cure de relance avant la crise du coronavirus. Elle ne disposait cependant pas des marges budgétaires nécessaires. Aujourd'hui, les recettes baissent, l'endettement augmente et les besoins urgents n'arrêtent pas d'augmenter, vu la précarité croissante.

Comme vous le savez aussi bien que moi, M. le ministre-président, je me dis que vous devez avoir du mal à trouver le sommeil la nuit et être particulièrement inquiet face à la responsabilité qui vous incombe. En effet, vous devez être sur le pied de guerre pour apporter des réponses adéquates à ce qui nous attend. Si la pandémie n'était pas prévisible, la crise économique qui arrive l'est, tout comme les pertes d'emploi. En automne, personne ne pourra dire qu'il n'était pas au courant.

De votre côté, quelles réponses apportez-vous ? Un plan "de relance" de 120 millions d'euros, qui ne représente qu'un quart du montant des mesures de soutien prises dans l'urgence, soit 500 millions d'euros. Comme j'ai eu l'occasion de le dire au ministre des finances, les mesures priment sur les montants, mais ces derniers sont quand même révélateurs du peu d'ambition quant à la relance pourtant indispensable à Bruxelles. Et je ne parle même pas de la confusion entre relance et soutien entretenue par ce plan.

[151]

Comme j'ai pu le rappeler en réunion de commission, je ne suis pas opposée à l'endettement. Celui-ci est non seulement acceptable, mais nécessaire en l'espèce, à deux conditions : adopter des mesures ciblées et s'abstenir de faire des cadeaux. Le problème est que votre plan ne prévoit rien en matière de relance, aucune nouvelle impulsion. Il s'agit en quelque sorte d'une réplique de l'accord de gouvernement, avec un nouveau titre. Avez-vous bien pris la mesure de la crise qui nous attend ?

Dans le volet économique, qui ne représente déjà qu'un tiers des montants dégagés, il n'y a en réalité que 10 millions d'euros vraiment consacrés à la relance. L'investissement dans l'emploi et la formation est dérisoire : sur 120 millions d'euros, à peine 4,3 millions supplémentaires sont investis dans l'emploi et la formation. En tablant sur le scénario le moins catastrophique, soit 10.000 chômeurs supplémentaires, cela représente la toute petite somme de 50 euros par demandeur d'emploi !

Pourtant, au vu des chiffres galopants de la précarité, les politiques d'emploi et de formation devraient être la priorité absolue du gouvernement bruxellois. Je ne sais pas comment vous avez défini vos priorités, mais rassurez-nous : dites-nous que ce n'est pas parce que la compétence de l'emploi revient à un petit partenaire de votre majorité que celui-ci a obtenu moins de moyens ! Parmi les quelques mesures en faveur de l'emploi, vous proposez aux indépendants et aux entrepreneurs faillis des contrats au titre de l'article 60. Cela implique qu'ils se présentent au CPAS en vue d'obtenir un emploi d'insertion. Est-ce cela que vous avez trouvé pour remettre en selle les indépendants et les entrepreneurs faillis ? Reconvertir des emplois privés en emplois publics ? Ce n'est pas sérieux !

Au lieu d'aider l'indépendant qui a perdu son emploi à se relancer, à créer, à oser à nouveau, le gouvernement lui propose comme seule solution d'être réinséré dans le monde du travail par un emploi subventionné. Est-ce

votre vision du monde d'après ? Le tout aux subsides et à l'emploi public ? Avez-vous bien pris la mesure de la crise qui nous attend ?

[155]

Le soutien aux entreprises est minime, si l'on exclut les mesures sectorielles, 20 millions d'euros destinés à ce que vous appelez les "indemnités de relance" pour le secteur hôtelier - crucial, mais que je ne qualifierais pas du drôle de nom de relance, plutôt de soutien - et les trois millions d'euros pour relancer le tourisme. Cela laisse un budget de 5 millions d'euros pour le soutien aux entreprises. À celui-ci peuvent éventuellement s'ajouter les maigres 700.000 euros destinés au commerce international.

Quand on observe, ligne par ligne, le tableau budgétaire que le ministre des finances nous a soumis, on constate qu'en fait, une grande partie des réponses apportées par le gouvernement dans son plan consiste à financer des études et des consultants ou à renforcer le personnel des administrations. Ces réponses sont peu en adéquation avec les besoins du terrain. C'est évidemment le risque, quand on se passe de concertation.

Le plan de relance du secteur touristique - faible et lancé trop tard - est un coup d'épée dans l'eau : quelques millions pour inciter aux vacances sédentaires (staycation) en offrant aux Bruxellois de pratiquer des activités à Bruxelles, et non pour attirer les touristes belges ou européens. La campagne de visit.brussels pour attirer Flamands et Wallons à Bruxelles n'a été lancée que le 6 juillet, alors que la plupart d'entre eux avaient bouclé leurs plans de vacances. Dommage que la Région bruxelloise n'ait pas pris exemple sur la Wallonie qui s'était mise au travail à la fin du mois de mai. Or, nous savons que le secteur représente 60.000 emplois et 7.000 indépendants. Avez-vous bien pris la mesure de la crise qui nous attend ?

Les moyens consacrés à la "gestion temporaire et transitoire de l'espace public" - je cite votre tableau - s'élèvent à 7,2 millions d'euros, un coût substantiel pour des aménagements qui, comme le laisse supposer leur nom, n'ont pas vocation à rester. C'est presque le double des montants prévus pour l'emploi et la formation.

Pour terminer, le plus grave n'est pas que vous ne changiez pas de cap, c'est qu'il n'y a pas de cap du tout ! Mon groupe s'attendait à trouver dans votre texte une ambition pour Bruxelles. Nous pensions que vous alliez enfin parler d'entraîner les Bruxellois dans une diminution des émissions de CO2 par l'isolation du bâti, responsable de 60 à 70 % de ces émissions. Or, ce n'est pas la petite enveloppe des primes à l'énergie de 9 millions d'euros qui permettra d'atteindre des résultats : de 3 à 5 % de rénovation, soit 1.500 logements par mois, alors que ces enveloppes sont sous-utilisées, ce qui amène à conclure qu'elles ne visent pas les bonnes cibles.

Nous espérons que vous alliez concilier la transition écologique qui vous tient tant à cœur, le social - le chef du groupe PS n'a-t-il pas dit, à raison, qu'il fallait rendre aux gens leur dignité par le travail ? - et une économie régionale saine. Nous pensions que vous alliez utiliser l'excellent travail de finance.brussels qui a défini les clusters qui font la force de Bruxelles. Nous pensions que vous dégageriez, parmi ces clusters, ceux qui répondent à vos objectifs : la construction intelligente (smart building) dont vous auriez fait de Bruxelles la championne, la formation des jeunes à l'écoconstruction, enfin commencer à concrétiser les 3 % de rénovation que vous avez prévus par an, organiser des hackathons sur le thème de la construction intelligente, essayer de développer un environnement de start-up qui réfléchissent aux matériaux les plus performants et les moins coûteux, créer des centres de formation en partenariat avec les entreprises bruxelloises pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre, créer des vocations, tant chez les ingénieurs que chez les jeunes moins qualifiés ou encore développer des parrainages.

[157]

En bref, nous pensions que vous alliez rassembler les Bruxellois autour d'un ou de plusieurs projets porteurs d'avenir, d'emploi et de prospérité. Mais pour cela, il faut d'abord prendre la mesure de la crise qui se profile. Cela aussi, Bruxelles l'attend.

(Applaudissements sur les bancs du MR et de la N-VA)

[161]

M. David Leisterh (MR).- Nous avons reçu le plan ce matin. Nous ne pouvons accepter ce miroir aux alouettes, ce piège, ce saupoudrage de mesures mal ciblées.

Où sont les plans concrets pour les quartiers précarisés, pour l'aide à la jeunesse, pour les indépendants qui doivent se réintégrer, pour les jeunes qui doivent apprendre le néerlandais ou ont besoin d'une assistance scolaire ? Comment allez-vous faire pour que ces quartiers puissent se relever à nouveau, comme à Malines, par exemple ? Plus de 30 % des indépendants ont fait ou vont faire faillite : comment allez-vous leur tendre la main pour les aider à faire de leur échec une grande réussite d'abord individuelle, puis collective ?

Enfin, les personnes âgées sont celles qui ont le plus souffert. Dans ce domaine, n'investissez pas uniquement dans les maisons de repos. Veillez à ce que ces personnes puissent rester plus longtemps à domicile. Cela revient moins cher et c'est plus sain. Faites exploser le plafond de l'aide à domicile au lieu de l'augmenter de quelques points ! Soyez ambitieux et faites en sorte que les personnes âgées ne soient pas obligées d'aller en maison de repos.

[163]

M. Rudi Vervoort, ministre-président.- Le président Leisterh a un sens de la synthèse remarquable. Il vient de découvrir les quartiers précarisés, et j'en suis très heureux.

Je rappelle qu'il s'agit d'un plan intermédiaire. Notre plan de relance, nous espérons pouvoir l'intégrer dans le plan de relance fédéral, que nous appelons de nos vœux.

(Exclamations et applaudissements)

[167]

Mevrouw Cieltje Van Achter (N-VA).- Vandaag is de regering een jaar aan het werk. Toen we hier vorig jaar zaten voor de inauguratie, hoopten we op een herstelbeleid voor Brussel. De N-VA concludeerde toen dat het regeerakkoord oude wijn in nieuwe zakken is: het PS-beleid zou worden voortgezet.

Een jaar later weten we nog steeds niet wat u met het regeerakkoord zult doen. U bent er immers nog niet uit welk budget ervoor uitgetrokken wordt. U hebt geen akkoord over de uitgaven. Dat is nochtans wat wij van u verwachten, dat u knopen doorhakt en dat u bespaart als dat nodig is. De Vlamingen weten ook dat besparen niet leuk is, maar als het nodig is, moet het gebeuren.

Beste leden van de regering, uw geruzie in het parlement en zelfs in de regering wordt een beetje gênant. Ondertussen gebeurt er bitter weinig. Ik vroeg gisteren nog aan mijn collega's wat er het voorbije jaar verwezenlijkt is. Het bleef stil.

Mevrouw Van den Brandt heeft wel een paar fietspaden aangelegd, een paar lijnen op de weg. Het gewestelijk mobiliteitsplan Good Move is afgewerkt, maar dat was eigenlijk werk van de voorganger. De

heer Maron heeft audits besteld. Dat is wel iets, maar kunnen we echt spreken van het nieuwe Brussel waar we op zitten te wachten?

Uw eerste jaar was een jaar van stilstand. Nu moeten wij dit herstelplan - dat woord wordt naar voren geschoven - bespreken. Ik vraag me af hoe die stilstand er gekomen is. Van de minister-president hoor ik dat perspective.brussels een analyse gemaakt heeft. Die hebben we nog niet gezien. We zullen de website in het oog houden.

[169]

Er zijn prioriteiten, pijlers, doelstellingen enzovoort vastgelegd om het herstelplan op te stellen.

Wellicht is het al volgt gegaan: jullie zaten rond de regeringstafel en de minister-president zei dat er geen akkoord was over het budget van 5 miljard euro. Jullie wisten niet waar jullie wilden besparen en ook nog altijd niet of de groenen al dan niet meer geld krijgen voor mobiliteit, een beetje pijnlijk allemaal. Aan de minister van Begroting wordt de vraag gesteld hoeveel onderbenutting er is. Dat blijkt 120 miljoen euro te zijn. Daar kan er een herstelplan worden uitgewerkt. Elke minister mag dus samen met zijn administratie een paar thema's kiezen. Minister Van den Brandt krijgt al veel geld voor mobiliteit, dus zij mag niet te veel kiezen. Maar het is oké om een klein beetje geld voor fietsers en fietsboxen vrij te maken. Ik denk dat het zo is gegaan.

(Opmerkingen)

Ik wil het begrijpen, want we hebben een tabel gekregen en we stellen vast dat elke minister een deel heeft gekregen. Dat er 120 miljoen euro onderbenutting was, hebben we maandag vernomen van de minister van Begroting. We wisten niet waar dat geld vandaan kwam. Dat staat immers niet duidelijk in dat document, wat ook tamelijk beschamend is.

Elke minister mag een paar dossiers realiseren onder de titel 'herstelplan'. Brussel heeft veel herstel nodig, dus als er beslissingen worden genomen en als er iets op het terrein wordt gedaan, dan zal er wel herstelbeleid zijn. Maar of dat het herstelbeleid is dat Brussel nodig heeft, dat zullen we achteraf wel achterhalen.

De inspecteur van Financiën was ook niet mals. Ik dank de minister van Begroting om ons dat advies ter beschikking te stellen want het was heel kritisch. We moeten stemmen over een begrotingswijziging die niet behoorlijk aan het parlement voorgesteld is. We kunnen de inspecteur van Financiën alleen maar gelijk geven wanneer hij dat opmerkt.

Kortom, we weten niet waar de onderbenutting zit, we weten dat er een akkoord van 120 miljoen euro is, maar voor de rest stemmen we vandaag een beetje over een blanco cheque. Van de tabel die we maandag hebben ontvangen, worden we niet veel wijzer. Zo is er bijvoorbeeld 15 miljoen euro voor de renovatie van woningen. Op mijn vragen aan de minister van Begroting wat er daarmee gaat gebeuren, of er nog andere middelen bij komen, of dat kadert dat in een groter geheel en de uitvoering van het regeerakkoord is, krijgen we geen antwoord.

[171]

Het is voor het parlement hoogst vervelend om op deze manier te moeten werken. Wij moeten over 120 miljoen euro beslissen zonder het grotere plaatje te kennen en zonder te weten wat u met uw 5 miljard wilt doen. Daar had u werk van moeten maken. Akkoord, de coronacrisis kwam ertussen, maar de burgers

verwachten van u dat u beslissingen neemt, hoe moeilijk die ook zijn. Dat moet u doen voor 5 miljard, en niet alleen voor de onderbenuttingen of de steunmaatregelen waarvoor u nu schulden aangaat. Wij verwachten dat u aan de slag gaat. De ruzie en het getalm die we nu zien, zijn bedroevend.

[173]

De heer Gilles Verstraeten (N-VA).- Ik ben niet de man van de grote verklaringen en opgeblazen communicatie, en als parlementslid werk ik steeds op inhoud. Toen ik echter afgelopen week kennisnam van wat voor een herstelplan moet doorgaan en ik, op het einde van dit parlementair jaar, de balans had opgemaakt van de parlementaire werkzaamheden van het voorbije jaar, ben ik echt kwaad geworden. Een jaar lang heeft men niets beslist en niets gedaan. De meerderheid was vooral aan het ruziën, zozeer zelfs dat ik me afvroeg wat ik als oppositie nog te doen had. De meerderheidspartijen spreken onderling meer oppositietaal dan dat ik tegen de meerderheid gebruik. Ik krijg er soms het schaamrood van op de wangen.

Het resultaat van de aanpak van de economische crisis door Covid-19 in het Brussels Gewest oogt al even mager. Ik heb het al vaker tijdens de videoconferenties gezegd: de regering gaat tergend traag, ze loopt achter de feiten aan, ze komt veel later dan de andere gewestregeringen met noodzakelijke maatregelen om de economie te ondersteunen, het is 'too little too late'.

Ik was alvast verbaasd dat de regering nu toch met een herstelplan komt, sneller dan de rest. Maar uiteindelijk blijkt het niet meer dan een pak oude en nieuwe noodmaatregelen en is er helemaal geen sprake van herstel. Wat u voorstelt als een herstelplan, is nog altijd minder dan wat de Vlaamse regering aan noodmaatregelen neemt. Vlaanderen moet zijn herstelplan nog voorstellen en men doet daar al veel meer dan in het Brussels Gewest.

De uitdagingen in Brussel waren al groot. Finance&invest.brussels vroeg vóór de coronacrisis al een herkapitalisering. Nu steekt u de overheidsonderneming wat geld toe, maar dat is maar een fractie van wat ze vroeg voor de crisis. Het is dus veel te weinig.

Het Brussels Waarborgfonds zal overheidsgaranties ten belope van 20 miljoen euro op bankleningen geven. Die zijn nodig, maar, ter vergelijking, in Vlaanderen gaat het om 3 miljard.

[175]

De voorgestelde maatregelen volstaan niet om het door de Unie van Zelfstandige Ondernemers (Unizo) aangekondigde bloedbad te voorkomen. 1.200 van de 4.000 Brusselse restaurants moeten waarschijnlijk sluiten. 22.000 ondernemingen hebben onvoldoende reserve om de crisis te overleven. 10.000 handelszaken zullen amper rondkomen.

Ik sluit me aan bij de opmerking van de MR over het tewerkstellingsbeleid. Begin dit jaar kondigde de minister van Werk aan dat er minder middelen zouden gaan naar de gesubsidieerde contracten en meer naar opleidingen. Bij de minste schok wordt er teruggegrepen naar de oude socialistische recepten die hun waarde nooit hebben bewezen. Mensen met privéjobs dwingen we in gesubsidieerde contracten. Ik houd mijn hart vast voor het resultaat hiervan.

Ik maak me erg zorgen over de toekomst van Brussel. Je kan geen sociaal paradijs bouwen op het economische kerkhof dat Brussel zal worden onder jullie zogenaamde herstelplan.

[177]

Mme Isabelle Emmerly (PS).- En raison de son caractère ouvert à l'international, Bruxelles a ressenti les effets du Covid-19 avant même que le virus ne fasse des dégâts. Nous connaissons la suite : certains travailleurs ont été mis à l'arrêt, d'autres ont été forcés de multiplier leurs heures de prestation sur le terrain ou depuis leur domicile, par télétravail.

D'ailleurs, nous ne pourrons jamais suffisamment rendre hommage aux travailleurs des soins de santé et des services aux personnes, qui font partie de cette dernière catégorie. Notre gouvernement a été présent sur tous les fronts, pour gérer l'urgence d'abord, et préparer le plan de relance ensuite.

Je vais parcourir brièvement les chapitres qui ont retenu l'attention de mon groupe. Le ton et la teneur de mon discours seront évidemment bien différents de ce que vous venez d'entendre chez mes collègues.

Pour la première fois, en près de 70 mois de baisse ininterrompue, le taux de chômage des jeunes a augmenté. L'extension du réseau de plates-formes locales d'information et d'accompagnement est donc un pas salutaire pour renouer le dialogue avec ceux qui ont perdu l'espoir. L'objectif est de les ramener vers l'école, la formation, le stage ou l'emploi. La philosophie de la garantie jeunes passe avant l'extension de la garantie solution pour tous.

Il était essentiel que des mesures de lutte contre la fracture numérique soient lancées. Les jeunes ont été trop nombreux à laisser tomber l'école, faute de conditions ou de matériel informatique pour travailler à la maison. Le gouvernement a pris ces enjeux à bras-le-corps et nous saluons les mesures relatives à l'équipement numérique des écoles et la mise à disposition d'ordinateurs pour les élèves issus de milieux fragilisés dès cette rentrée scolaire.

Par ailleurs, la lutte contre le décrochage scolaire des jeunes Bruxellois et le renfort du soutien scolaire sont plus que jamais au centre de l'attention dans la perspective de la rentrée prochaine.

[179]

Le gouvernement a pris plusieurs mesures phares aptes à répondre aux besoins.

Nous saluons la création d'un nouveau dispositif Activa destiné aux demandeurs d'emploi nouvellement inscrits chez Actiris, qui sont les premières victimes de la crise.

Dans la mesure où ils n'ont pas droit à des allocations de chômage, les travailleurs indépendants qui ne s'en sortiront pas n'auront d'autres choix - n'en déplaît à certains - que d'aller frapper aux portes des CPAS. Dans cette perspective, nous plaidons pour que vos travaux ultérieurs prévoient une augmentation du nombre de postes au titre de l'article 60, afin de permettre à ces publics de retrouver le chemin de l'emploi.

Plusieurs entrepreneurs et petits commerçants auront surtout besoin d'un accompagnement renforcé pour trouver un emploi salarié ou créer une nouvelle activité. Il pourrait passer par un trajet de reconversion, de formation ou de validation de compétences. Le nouveau fonds "rebond" est un excellent outil à cet égard. C'est une première étape vers les cellules de reconversion, qui font l'objet d'interventions régulières de la part du PS.

En matière de formation professionnelle, nous avons eu vendredi dernier un débat intéressant sur les métiers en pénurie. Il est impératif de mieux anticiper les besoins du marché du travail et, surtout, d'aller à la rencontre des jeunes dans les écoles pour les informer et les sensibiliser. Il faut leur faire découvrir des

métiers et les convaincre des orientations qui s'offrent à eux. Il convient également d'améliorer notre offre de formations professionnelles pour mieux répondre aux besoins de l'économie de demain.

Sur le plan économique, le grand défi auquel nous sommes confrontés est de ne pas laisser couler celles et ceux dont les activités économiques étaient intrinsèquement liées au monde d'hier, tout en jetant les fondations du monde de l'après-Covid. Les secteurs les plus durement touchés par la crise sont l'hôtellerie, la restauration, les cafés, les arts et spectacles, les commerces et la construction.

La question des loyers dus pour les commerces fermés préoccupe beaucoup mon groupe. En effet, ce sont les plus petits acteurs avec les trésoreries les moins solides qui ont le plus souffert. Nous avons donc découvert avec un énorme soulagement que, dans le plan de relance, la création de liquidités pour les commerçants locaux figurait parmi les mesures prioritaires de soutien aux entrepreneurs bruxellois ainsi que la suspension des loyers pour les propriétaires publics.

[181]

Cela permet de se préparer aux faillites et de prévenir le fléau des cellules commerciales vides.

La mobilisation de l'épargne citoyenne en faveur de l'économie locale durable, à titre de financement alternatif, bénéficiera aux commerces et au secteur de l'horeca.

Dans le monde de l'après-Covid, il nous faudra rompre avec les dogmes du libre-échange, de l'efficacité du marché mondialisé et des flux tendus du commerce international. Quand les États ont le couteau sous la gorge, ils gardent pour leur usage propre les produits normalement destinés à l'exportation. Il est nécessaire de relocaliser notre production. Je pense que le gouvernement l'a bien compris, comme le démontrent les mesures proposées.

Nous découvrons aussi avec satisfaction que le plan de relance comprend un volet spécifiquement consacré au tourisme à Bruxelles, coordonné par visit.brussels, avec son corollaire indispensable qu'est le soutien au secteur hôtelier.

Nous savons également à quel point le secteur de la production cinématographique et audiovisuelle a souffert du confinement, puisqu'il ne lui était plus possible de tourner des films et des séries. Des dizaines de productions ont été mises à l'arrêt dans notre pays. Le gouvernement se montre à la hauteur du défi, puisqu'un volet du plan de relance cible les besoins fondamentaux créés par cette crise.

J'en viens aux politiques sociales et de santé. Les mesures de relance s'inscrivent pleinement dans les axes fixés par l'accord de gouvernement, ce qui est logique et efficace. Nous soulignons à cet égard le renforcement structurel des CPAS pour un montant de 30 millions d'euros.

Une attention particulière devait bien évidemment être accordée aux personnes âgées, particulièrement touchées par la crise, tant en institution qu'à domicile. Nous nous réjouissons des moyens supplémentaires alloués par la Cocom à l'encadrement des résidents dans les maisons de repos, les maisons de repos et de soins et les centres de jour ou de court séjour, mais aussi le renforcement, par la Cocof et la Cocom, de la capacité de prise en charge à domicile.

[183]

Le secteur de la santé mentale se devait, lui aussi, d'être soutenu dans ce plan, car le confinement a été particulièrement éprouvant. En matière de première ligne, nous saluons également le renfort financier des services d'aide alimentaire et de médiation de dettes, tant en Cocof qu'en Cocom.

En outre, nous nous réjouissons de l'attention portée au secteur du sans-abrisme. La création de nombreuses places, grâce à la mobilisation des communes, des CPAS et des acteurs du secteur, est remarquable. Nous serons attentifs à ce que ces partenariats perdurent avec des moyens renforcés.

Un autre sujet de satisfaction pour mon groupe est l'octroi d'une prime de 100 euros aux allocations familiales, qui constitue une mesure immédiate et concrète pour les familles.

La crise a mis sur le devant de la scène nos réseaux hospitaliers. Afin qu'ils soient plus réactifs, et dans la perspective d'une deuxième vague, il était essentiel de dégager des moyens pour couvrir les frais d'adaptation des services de soins intensifs.

Les femmes, quant à elles, ont été les premières victimes de la crise : augmentation des violences intrafamiliales, difficultés accrues de jongler entre vie professionnelle et vie familiale, notamment pour celles en télétravail, avec une charge mentale plus élevée. Le plan d'action régional bruxellois se doit d'avoir une vision transversale et genrée, qui pourra améliorer le soutien des pouvoirs publics à l'égard notamment des familles monoparentales. Des mesures satisfaisantes figurent dans le plan à cet égard.

Enfin, le moratoire sur les expulsions ainsi que la prime de soutien pour les locataires privés de revenus modestes ont été une bulle d'oxygène pour ces derniers. Le gouvernement va également mettre en œuvre une stratégie d'acquisition et de rénovation de logements, qui prévoit notamment d'accélérer la mise à disposition de logements sociaux supplémentaires.

La relance bruxelloise par le logement implique également la question des loyers. De grandes mesures prévues par la déclaration de politique régionale (DPR) sont plus que jamais vitales pour les Bruxellois qui ont vu leurs revenus amoindris. Nous espérons que ces mesures feront l'objet de vos travaux très prochainement.

La crise du Covid-19 a été un amplificateur des inégalités socioéconomiques. Une partie de la population bruxelloise a basculé dans la précarité et une autre, dans la grande précarité. Les mesures portées par votre gouvernement, que nous soutenons avec vigueur, serviront de bouclier social et économique.

Néanmoins, nous devons veiller à pérenniser la solidarité dont nous faisons preuve aujourd'hui. Une fois la crise passée, certains l'oublieront, et il ne faudrait pas que ressurgissent les vieux démons que sont, pour nous socialistes, les lois du mérite et du plus fort.

[185]

De heer Arnaud Verstraete (Groen).- De ongekende gezondheids crisis, die wij vandaag beleven, had een enorme impact op ons gewest. Brussel is veranderd. We hebben mensen verloren. Het leven in onze stad heeft maandenlang stilgelegen. Iedereen beseft dat teruggaan naar business as usual geen optie is.

De meerderheid had bij het begin van de regeerperiode al een zeer heldere visie in het regeerakkoord uitgetekend, namelijk transitie naar een klimaatneutrale stad met een sociaal hart. De crisis bevestigt dat we de geplande maatregelen nog sneller moeten uitvoeren, ook al moeten ze ook wat worden bijgestuurd. Groen wil de uitzonderlijke situatie in elk geval aangrijpen om nog sneller voluit #DeGoedeKantOp te gaan.

De crisis heeft een aantal urgente noden aan het licht gebracht. Ten eerste kunnen we vandaag vaststellen dat onze economie, die al onder druk stond, keihard getroffen is. Er is nood aan economische relance, die meteen voluit kiest voor de weg naar circulaire, lokale en veerkrachtige economie en dus duurzame werkgelegenheid. Die transitie, die staatssecretaris Trachte al op gang heeft gebracht, is nu nog pertinenter en dringender.

We hebben ook gezien hoe kwetsbaar we zijn als we de productie van medisch materiaal, mondmaskers en medicijnen uitbesteden aan verre landen, die van de ene dag op de andere kunnen beslissen om de leveringen stop te zetten. Er is een verscherpt besef van het belang van lokale productie. De maakindustrie moet haar plaats in Brussel weer innemen.

Groen erkent ook het belang van toerisme, vooral lokaal en duurzaam toerisme. De hotelsector speelt daar een rol in, al hebben we vragen over de uitwerking van het grote steunpakket. Op die pijler zal mevrouw Hoessen ingaan.

Eerlijk gezegd sta ik ervan te kijken dat sommige oppositiepartijen ons verwijten dat het allemaal niet genoeg is, dat we de ernst van de situatie niet vatten, terwijl ze zelf op federaal niveau aan de knoppen zitten en nog niet met een aanzet tot relanceplan zijn gekomen.

[187]

Jarenlang was het centrale punt van kritiek dat de regering te veel schulden maakt. Nu zeggen zij dat de regering niet genoeg schulden maakt. Met paniekvoetbal wil ik geen crisis bestrijden.

Ten tweede is er een hoge nood aan investeringen in de gezondheidszorg. De ware helden van de crisis moeten voldoende middelen ter beschikking hebben om hun job te kunnen doen, tijdens de crisis, maar ook erna. Dat verdienen ze. We zijn blij dat minister Maron daar werk van maakt met maatregelen die we terugvinden bij de tweede pijler van het relanceplan betreffende de solidaire transitie.

Eerst en vooral is er de ondersteuning aan professionelen met 10 miljoen euro voor ziekenhuisinfrastructuur, 6 miljoen euro voor personeel in rusthuizen en dagcentra en meer capaciteit voor personen met een handicap en extra budget voor sociale cohesie.

Het is ook goed dat de dringendste noden op vlak van geweld tegen vrouwen een plek kregen in het plan. Ik vind het trouwens onbegrijpelijk dat het cdH die maatregel ter discussie stelde. Immers, het geweld in huishoudens, partnergeweld en geweld tegen vrouwen is tijdens de lockdown aanzienlijk toegenomen. Dat vraagt om dringende maatregelen en die zijn er nu.

Groen moedigt al lang een grotere inzet op thuisopvang aan. Ouderen willen nu eenmaal langer thuis in hun vertrouwde omgeving kunnen blijven. De regering kiest daar voluit voor en Groen is eer tevreden met de extra capaciteit.

Er is ook de schoolpremie/extra kinderbijslag, goed voor 14 miljoen euro. Die zal zeer welkom zijn voor veel Brusselse ouders die het financieel moeilijk hebben. Als we het plan vandaag goedkeuren, kan de premie in september al op de rekening van de Brusselse ouders staan. Dat is een heel positief signaal, ook al mogen we niet vergeten dat een structurele oplossing voor de armoede het hoofddoel moet blijven.

Ten derde is in de crisis de grote nood aan meer ruimte in de stad duidelijk geworden. We moeten meer ruimte geven aan voetgangers en fietsers en zorgen voor meer groen. Talloze gezinnen in Brussel waren

tijdens de lockdown bijna letterlijk opgesloten in veel te kleine ruimtes met weinig mogelijkheden om naar buiten te gaan en te genieten van een tuin. De regering moet daarop snel inspelen en ze heeft dat gedaan.

[189]

Overigens bezit meer dan de helft van de Brusselse huishoudens geen auto. Die mensen zijn onder meer afhankelijk van het openbaar vervoer, maar tijdens de coronacrisis werd net afgeraden om dat te gebruiken. Het was dus noodzakelijk om snel op te treden. Gelukkig was er Good Move, een heel helder plan dat na een ongezien participatief traject na twee jaar goedgekeurd was en klaar om uitgevoerd te worden. En uitgevoerd wordt het wel degelijk!

Collega's van de N-VA, u maakt er een karikatuur van. Het herstelplan van de Vlaamse regering voorziet in de oprichting van een team dat nadenkt over welke stappen Vlaanderen moet zetten om in de gegeven omstandigheden strategisch vooruit te gaan. Wat was de aanbeveling? "Doe zoals Brussel, en begin daar zo snel mogelijk mee, het liefst al volgend jaar." De uitvoering is volop bezig en gaat voort. Daarover zijn we heel tevreden.

Maatregelen om de openbare ruimte te herverdelen, kunnen snel worden genomen. Het is logisch dat daar verder op ingezet wordt. Het is ook logisch dat de stadsontwikkeling de richting uit gaat van meer groen, meer bomen in de stad, meer biodiversiteit. Dat verwachten we ook van deze heroriëntering van de richtplannen van aanleg en de stadsvernieuwingscontracten.

Ter afsluiting geef ik de collega's van de oppositie gelijk dat de bespreking van het plan niet optimaal verlopen is. Vandaag de documenten per mail ontvangen, als de bespreking al bezig is: dat is te laat. Het allerbelangrijkste is evenwel dat er resultaten op het terrein geboekt worden voor de Brusselaars. De regering heeft volgens ons de noden die zich in Brussel stellen, juist aangevoeld. Er is een passend plan om aan die noden te werken, in overleg met de betrokken sectoren. Op die manier zal Brussel nog veerkrachtiger worden, zelfs als ons in de toekomst nog crises treffen.

[191]

Mevrouw Soetkin Hoessen (Groen).- De coronacrisis heeft een enorme impact op de samenleving. Daarom is het nodig om, waar nodig, snel directe steun te verlenen. Tegelijk moeten er maatregelen komen voor een weerbare en duurzame economie. Ik ben blij dat de regering op beide vlakken acties heeft ondernomen en steun verleent, zowel aan wie die nu nodig heeft als aan wie er in de toekomst gebruik van wil maken. Ik dank in het bijzonder staatssecretaris Trachte voor haar doortastende optreden.

Niemand zag de crisis aankomen, maar nu moeten we er wel voor zorgen dat we klaar zijn voor een volgende crisis. Het herstelplan komt daaraan tegemoet. Zo is er, ten eerste, de Proxi-lening. Groen en Ecolo pleiten daar al sinds de vorige regeerperiode voor. Het is een win-winsituatie voor kredietgevers en kredietnemers omdat slapend kapitaal bij particulieren wordt geactiveerd en geïnvesteerd in de lokale economie. Zo wordt het lokale economische weefsel versterkt, wat de stad weerbaarder maakt.

Het tweede voorbeeld is de hervorming van hub.brussels. Het vernieuwde agentschap zal voortaan onder andere focussen op vrouwelijke ondernemers. Een studie- en gratis begeleidingsprogramma zullen de vrouwelijke ondernemers ondersteuning bieden bij de oriëntatie van hun activiteiten. De crisis heeft vooral vrouwelijke ondernemers hard getroffen. We moeten dat bij een volgende crisis voorkomen.

[193]

De crisis heeft ons geleerd dat lokale werkgelegenheid erg belangrijk is. Je hebt niets aan een stad vol lege kantoren. Lokale, stedelijke productie, zowel ambachtelijke als industriële, is noodzakelijk. De regering zal daartoe intensiever gebruikmaken van de projectoproep Be Circular, nog zo'n maatregel die de stad weerbaarder zal maken.

Het herstelfonds besteedt bijkomende aandacht aan het opleidingsaanbod, specifiek voor vrouwen, eenoudergezinnen en jongeren. We zetten in op traag en duurzaam toerisme, zoals fietstoerisme. Per slot van rekening zijn de Belgen fietsers.

Groen vindt het plan evenwichtig, sociaal en ambitieus. Het is wat we nu nodig hebben. We hopen dat we een weerbare stad bouwen en zo toekomstige crisissen het hoofd kunnen bieden.

(Applaus bij Groen en Ecolo)

[197]

Mme Françoise De Smedt (PTB).- Avant d'entrer dans le débat, je souhaiterais saluer tous les travailleurs de première ligne, le personnel des soins de santé, des maisons de repos, de nettoyage, de la STIB, de Bruxelles Propreté, les chauffeurs de taxi, bref tous ceux qui se sont donnés corps et âme pour nous soigner, sauver des vies, continuer à faire tourner la société, et qui méritent amplement le respect.

M. le ministre-président, pendant la crise sanitaire, vous avez certainement entendu cette phrase : "le monde d'après ne doit plus être comme le monde d'avant" - ou sa variante : "nous ne reviendrons pas à la normale, parce que la normale était le problème".

En effet, le monde d'après Covid-19 doit être différent. Le monde d'après doit voir les inégalités drastiquement diminuées, car cette crise les a encore sensiblement accrues. Le monde d'après doit voir la planète sauvée du réchauffement climatique.

Or, votre plan ne répond pas à tous ces défis. Je prendrai quatre exemples.

La première leçon que nous tirons de cette crise, c'est que nous avons besoin de soins de santé publique performants et refinancés. Cela vaut pour tous nos secteurs de soins, et particulièrement pour nos maisons de repos.

Malgré son épuisement, le personnel des soins de santé n'a pas lâché l'affaire : après avoir sauvé des vies, il a encore eu l'énergie de tourner le dos aux politiques en place, de se battre et d'obtenir 600 millions d'euros pour le secteur.

La Région doit, elle aussi, faire sa part de travail et aboutir au même type d'accord. Le personnel des maisons de repos a besoin de revalorisation et d'engagement : c'est pourquoi nous avons demandé qu'un montant de 30 millions d'euros soit ajouté à ce nouveau budget et que celui-ci soit au plus vite discuté avec les représentations syndicales du secteur.

Le monde d'avant, c'était un monde où le personnel des maisons de repos courait après le temps, où - dans certaines maisons gérées par de gros groupes privés - le budget "alimentation" était de trois euros par résident. À Bruxelles, dans le monde d'avant, 70 % des établissements étaient privés et échappaient au contrôle des prix.

Dans ce contexte catastrophique pour les résidents et les travailleurs, le Covid-19 est arrivé et a tout ravagé sur son passage.

[199]

Le rapport de Médecins sans frontières (MSF) est très clair et évoque une véritable crise humanitaire. La normale est effectivement le problème. Dans son rapport, MSF affirme que : "le système social et de santé belge actuel, complexe à l'extrême (9 ministres de la santé entre les entités fédérales et fédérées), structurellement sous-financé et toujours plus privatisé ces dernières années, a clairement montré ses limites".

Compte tenu de ces affirmations, ce ne sont pas les maigres six millions d'euros que vous avez prévus qui vont faire changer le monde. Dans le monde d'après, nous devons retirer nos maisons de repos des mains des multinationales, qui ne peuvent pas continuer à faire du profit sur le dos de nos aînés. Une revalorisation des salaires est nécessaire, de même qu'une révision des normes d'encadrement. Nous devons agir maintenant, dans l'urgence, pour faire face à une deuxième vague.

Le monde d'après doit s'attaquer aux inégalités, qui étaient déjà très marquées et qui le seront encore davantage dans les mois à venir. Dans ce contexte, nous devons garantir aux familles l'accès à un logement abordable. Ces mesures devraient résoudre plusieurs problèmes liés au pouvoir d'achat.

Mme Ben Hamou et M. le ministre-président, que ne comprenez-vous pas dans les mots "logements sociaux" ? Vous nous annoncez qu'en 2019, 1.361 logements ont été réceptionnés provisoirement. En y regardant de plus près, on constate que la moitié de ces derniers sont des logements acquisitifs convenant aux citoyens qui ont les moyens de se les payer. Mme Ben Hamou, comment comptez-vous répondre aux besoins des 47.000 familles sur la liste d'attente pour un logement social ?

Par ailleurs, parmi les logements locatifs produits figurent 318 logements sociaux. Tout le reste concerne d'autres catégories telles que les logements moyens, dont les loyers sont déjà trop élevés pour les familles. Le plan de relance prévoit 35 millions d'euros sur deux ans, ce qui représente environ 175 logements supplémentaires pour la file des 47.000 familles en attente. À cette allure et à supposer même que l'on produise 400 logements sociaux par an, il nous faudrait 117 ans pour résorber la file d'attente. Il est donc très loin, votre monde de demain.

[201]

Mme la secrétaire d'État, M. le ministre-président, les mots "logements sociaux" sont pourtant très clairs : ce sont des logements que les familles peuvent louer en fonction de leurs revenus. C'est cela et rien d'autre. Nous avons besoin de mesures beaucoup plus fortes que celles que vous prévoyez, car d'autres familles viendront grandir les rangs des personnes en demande d'un logement social. La crise économique qui nous attend sera l'une des plus graves depuis les années 1930.

Pourquoi n'activez-vous pas, par exemple, les leviers des charges d'urbanisme de manière plus ferme ? Pourquoi n'imposez-vous pas aux gros promoteurs de contribuer et d'intégrer des logements sociaux dans leurs projets ? Ne pensez-vous que ce serait faire preuve d'un peu de justice sociale ? Nous avons besoin d'argent pour produire nos logements publics, alors allons le chercher où il se trouve. Vous disposez de toutes les manettes nécessaires pour le faire. De cette manière, cela ne coûtera rien aux pouvoirs publics et les familles ne devront pas payer la note.

Au niveau de l'emploi, dans le monde d'après, le gouvernement devrait pouvoir garantir un travail digne à chacun. De nouveau, votre plan de relance vise à appliquer les vieilles recettes libérales du monde d'avant, celles qui mettent les travailleurs en concurrence, au lieu de créer de l'emploi. On s'attend à une vague de 10.000 voire 30.000 chercheurs d'emploi supplémentaires à Bruxelles. Autant de travailleurs qui viendront allonger la file d'attente déjà très longue des demandeurs d'emploi à Bruxelles. Que prévoit le gouvernement ? Encore plus de coaching, de formation ou de primes à l'emploi !

Bien entendu, ces mesures peuvent aider individuellement certains travailleurs à décrocher un emploi et à sortir de la précarité. Bien entendu, s'il s'agit d'aides ponctuelles pour aider certains secteurs touchés par la crise, il faut le faire. Ici, toutefois, vous généralisez une politique de cadeaux aux entreprises, notamment les grosses sociétés qui n'ont pas de difficultés. Ces cadeaux ne créent pas d'emplois et ne raccourcissent en rien la longueur de la file d'attente. Cet effet d'aubaine pour les entreprises ne fait qu'augmenter les chances de certains chômeurs d'en dépasser d'autres dans la longue file d'attente.

M. Clerfayt, dans le journal La Dernière Heure, vous avez vous-même déclaré que "la concurrence va donc augmenter entre candidats pour un même poste vacant. Grâce à activa.brussels, nous rendons les chercheurs d'emploi bruxellois plus attractifs auprès des employeurs". Bref, c'est à qui aura la prime la plus alléchante... Toutefois, pour l'emploi durable, on repassera. Avec vos méthodes, vous continuez à détruire l'emploi de qualité pour le monde d'après. Ce n'est pas ainsi que nous sortirons notre jeunesse de la précarité.

[203]

Nous avons demandé un saut des loyers commerciaux pour soutenir les emplois et les petits indépendants tels que les cafetiers et restaurateurs. Leurs cafés sont détenus par des géants immobiliers comme la société Cofinimmo, puis sous-loués par des multinationales qui ne payent quasiment pas d'impôts telle qu'AB InBev. Tous ceux-là pourraient donc contribuer.

Au lieu de cela, le locataire devra lui-même essayer d'obtenir un accord avec le propriétaire pour une suspension de deux mois de loyer et, ensuite, le gouvernement offrira un prêt aux locataires pour les deux mois restants. Vous vous rendez compte que le rapport de forces entre le locataire et le propriétaire est déséquilibré. Ces mesures sont insuffisantes pour que des indépendants, qui ont le couteau sur la gorge, puissent s'en sortir.

Par contre, depuis la crise, il est devenu évident qu'il faut créer des emplois supplémentaires et investir dans les soins de santé et les maisons de repos, et rehausser les normes d'encadrement en engageant plus de personnel. Le personnel est épuisé et doit être soutenu ! Mais il faut aussi engager dans le secteur des transports et dans celui de l'isolation des bâtiments. Car, si vous ne changez pas de cap, M. le ministre, nous allons devoir vous appeler M. "Clerfaillite de l'emploi". Pourtant, c'est par des emplois décents que la machine peut être relancée.

(Rumeurs et applaudissements)

Au niveau de la mobilité, ne revenons pas au monde d'avant où il n'y avait pas assez de transports en commun pour permettre aux personnes qui le souhaitent de se passer de leur voiture. Tous les jours, 400.000 véhicules circulent encore dans les rues de Bruxelles : 200.000 navetteurs et 200.000 Bruxellois, souvent parce qu'ils n'ont pas le choix et qu'ils ne travaillent pas forcément à quelques kilomètres de chez eux. Comme Maureen, qui vous avait interpellée, Mme Van den Brandt, beaucoup de familles recomposées n'ont pas le luxe d'avoir les écoles, le travail et la maison dans un périmètre de quelques kilomètres. Les transports en commun n'arrivent pas rapidement jusqu'à tous ces endroits pour concurrencer la voiture.

Évidemment, il est nécessaire de prendre des mesures pour améliorer les conditions de circulation des cyclistes à Bruxelles, mais ce n'est pas suffisant. Ne proposer que le vélo comme solution alternative, comme vous le faites pour le moment, et ne prévoir aucune ligne dans le plan de relance pour améliorer les transports en commun, c'est prétendre que tout le monde est égal face à l'usage du vélo : les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite, les gens qui ne savent pas rouler à vélo, ceux qui ont peur de rouler à vélo, les parents qui doivent conduire deux ou trois enfants dans des écoles différentes le matin... Et c'est oublier que la plupart des Bruxellois n'ont pas la place pour stocker un vélo dans leur logement.

[207]

Cela revient à opposer les cyclistes aux automobilistes et à créer de nombreuses tensions sans proposer d'alternatives crédibles pour changer le monde d'avant. Cela crée tellement de tensions, Mme Van den Brandt, que M. Chahid s'est senti obligé de s'exprimer dans la presse.

Pour bâtir le monde d'après, nous avons besoin d'investir dès à présent. Il faut développer les réseaux, accroître les fréquences, engager des chauffeurs, acheter des bus et des trams. C'est de cette façon, Mme Van den Brandt, que vous parviendrez à ce que les bus soient un moins bondés.

À lire les lignes de votre budget de relance et les politiques que vous entendez mener, il paraît assez clair que votre monde de demain, M. le ministre-président, ressemblera furieusement à celui d'hier, qu'il sera même pire et peut-être même bien pire à moyen et à long termes. La catastrophe sociale qui nous attend va demander bien davantage que les 120 millions d'euros que vous avez prévus et des mesures plus fortes que celles que vous comptez prendre.

Comme déjà dit en commission, les "super-riches" de notre société demandent spontanément à pouvoir contribuer. Il ne vous reste plus qu'à les entendre, M. le ministre-président ! Qu'attendez-vous donc pour orienter dès à présent vers eux les leviers de la fiscalité de la Région ? Le monde d'après ne va pas se construire en jetant quelques cacahuètes !

Permettez-moi de conclure par une citation de Nelson Mandela : "Cela semble toujours impossible, jusqu'à ce qu'on le fasse."

[209]

M. John Pitseys (Ecolo).- Cela fait maintenant un an que nous inaugurons nos premiers échanges et faisons un saut d'éloquence.

Nous ne pensions certainement pas qu'un virus issu d'un pangolin mal cuit viendrait bouleverser l'existence des Bruxellois et plus incidemment, nos calendriers politiques et parlementaires. Qui aurait pu imaginer une telle situation ?

Il y a les nouvelles venues d'Asie, les doutes, les questions, les craintes de plus en plus stridentes, "la" Covid-19 dont on apprendra rapidement à se souvenir du nom. Ensuite viendront la fermeture des restaurants, des magasins, des salons de coiffure, le confinement, la ville silencieuse, les premiers malades (graves) et les décès. Les jours qui s'écoulent, passés à la fois séparés et ensemble, sans oublier les applaudissements sur les balcons.

Aujourd'hui, la crainte de ne pas pouvoir payer ses factures, garder son kot, conserver son emploi, et la crainte physique de reprendre le travail, de prendre le tram ou de serrer quelqu'un dans ses bras.

Pour nous tous, deux sentiments contraires s'affrontent : la volonté de faire de la politique, car la Région a plus que jamais besoin que nous fassions de la politique, que nous comprenions que notre travail ne consiste pas seulement à administrer des choses, des discours et des stratégies, mais à faire vivre des personnes vivantes, parfois souffrantes, désespérées ou avec de l'espoir mais confrontées à des défis énormes. Enfin, il y a la conscience de la pesanteur de la tâche.

Nous devons nous souvenir que la situation budgétaire de la Région est extrêmement difficile. Derrière les chiffres se cachent des mesures que nous adoptons ou n'adoptons pas, et des choix que nous faisons plus ou moins bien.

[211]

Et au-delà des investissements prévus au budget, la Région a déjà déboursé plus de 500 millions d'euros d'aides d'urgence dans le cadre de cette crise sanitaire.

À la croisée de ces deux sentiments, nous avons la conviction que ces difficultés correspondent à des défis politiques. Les Bruxelloises et Bruxellois savent que pour mieux vivre demain, il faudra faire preuve d'anticipation. Au-delà de la simple traversée de la crise, déjà bien difficile, ils veulent des réponses politiques qui ouvrent des perspectives, et des réponses à trois types de questions.

La première, comment, à l'avenir, résister aux chocs écologiques ? Car au sens strict, étroit, presque académique du terme, la pandémie est un choc écologique.

Ensuite, comment concevoir nos mécanismes de solidarité, éprouvés sans doute mais dont personne ici, j'imagine, ne conteste plus la légitimité et l'utilité ?

Enfin, comment repenser nos manières de vivre ? La crise nous a montré que la ville n'est ni une grande entité minérale ni un simple lieu de passage. C'est là où nous nous promenons, là où nous promenons nous enfants, où nous croisons des animaux, où nous travaillons et réfléchissons, où nous avons des rendez-vous, où nous manifestons nos opinions.

La diversité des mesures visées par le plan de relance et de redéploiement reflète en réalité la nature très diverse des indicateurs et des besoins affectés par la crise.

Parfois, les propos de l'opposition évoquent un discours de salle de bal. Les mots tournent sans qu'on sache au juste ce qui bouge. L'opposition déclare qu'on avance trop lentement tout en reprochant au gouvernement sa précipitation. Elle lui reproche de vouloir appliquer sa déclaration de politique régionale, mais aussi de la trahir, de ne pas en faire assez, mais aussi de taper trop large. Bien sûr, elle sait que ce plan n'est pas le premier et ne sera pas le dernier, qu'il faut éviter les mesures contre-cycliques et que les principales mesures sociales et de soutien à nos modes de vie sont encore à venir.

Surtout, le gouvernement doit faire plusieurs choses à la fois. C'est là le défi de ce plan. Il a plusieurs fers au feu. C'est aussi cela, faire de la politique.

[213]

Il faut redéployer l'économie. Soyons solidaires les uns des autres, de tous les autres : travailleurs de l'horeca, artistes, chauffeurs de taxi, étudiants, sans-papiers, sans-abri, aides-soignants... Et pensons à l'avenir.

Le plan de relance et de redéploiement constitue, pour partie, la prolongation indispensable des mesures d'urgence prises au cœur de la crise pour soutenir le tissu économique bruxellois. En outre, ce plan trace des perspectives en lien avec la feuille de route du gouvernement bruxellois.

Le plan qui sera déposé à la rentrée permettra de prendre la mesure des marqueurs écologiques au sens large de la déclaration de politique régionale (DPR). Par ailleurs, les mesures de soutien aux petits indépendants et à l'horeca ont déjà aidé de nombreux Bruxellois. Avec le prêt proxi et les mesures de mobilisation de l'épargne citoyenne locale, au travers des coopératives de crédit et des plates-formes de financement alternatif, il s'agit de soutenir les fonds propres des projets et la création d'entreprise, mais aussi de créer des communautés autour de ces projets et de promouvoir la participation des Bruxellois au développement de la vie économique de la Région.

Le plan de relance et de redéploiement pose aussi déjà quelques jalons permettant de répondre à l'urgence. Pointons notamment les mesures visant spécifiquement les indépendants et les très petites entreprises (TPE), à savoir les primes compensatoires, les budgets alloués à Brusoc, aux organismes de microcrédit et aux coopératives d'emploi, ainsi que les mesures de soutien au commerce local. Mentionnons aussi les mesures de soutien aux familles et aux locataires, qui sont également des mesures bienvenues, touchant plus particulièrement les plus défavorisés.

Enfin, pointons l'adoption d'un premier volet de mesures en soutien au secteur des maisons de repos. Après des mois très difficiles, nombre d'entre elles se retrouvent aujourd'hui dans une situation financière critique, qui met en péril la poursuite de leurs activités, ainsi que des services et soins apportés aux résidents. Il était donc indispensable de les soutenir pour protéger les emplois menacés et assurer leur pérennité. De même, il est essentiel de tracer un certain nombre de perspectives et d'engager une réflexion à long terme sur leur modèle d'organisation et leur ouverture sur la ville, et de repenser la manière dont nous appréhendons le vieillissement dans notre société.

Nous tenons également à saluer un axe d'action portant sur le développement territorial de notre Région. La crise du Covid-19 et le confinement ont mis en avant de fortes inégalités territoriales au cœur de la Région.

[215]

Bien que la Région bruxelloise soit couverte à 54 % d'espaces verts, 264.000 personnes - soit un Bruxellois sur cinq - vivent dans une zone ne disposant pas d'un espace vert de qualité à proximité de leur domicile. Ce déficit est particulièrement important dans les quartiers centraux. La plupart des familles qui y vivent n'ont donc pas les moyens de s'échapper régulièrement à la campagne ou de partir en voyage. Elles n'ont pas d'autre choix que d'être prisonniers du bitume.

C'est justement pour faire face à ces inégalités territoriales, particulièrement criantes durant la crise que nous avons vécue, que le gouvernement a fait le choix de réserver une part importante de son plan, à savoir plus de 11 millions d'euros, à l'organisation et la gestion temporaires de l'espace public. Parmi les mesures concrètes, nous saluons la volonté du gouvernement de se doter des moyens pour acquérir notamment le site du marais Wiels, où dans un quartier très dense et en carence d'espaces verts, un projet innovant de gestion des eaux pluviales verra le jour.

Par ailleurs, la pratique du vélo n'est pas seulement une option à privilégier pour lutter contre la congestion urbaine et la pollution de l'air. Elle s'est imposée massivement auprès des Bruxelloises et des Bruxellois en temps de crise, diminuant la pression sur les transports en commun et permettant le respect des distances physiques.

La mise en place de 40 km de pistes cyclables ou la mise à disposition de places de stationnement sécurisées dédiées aux vélos sont des mesures de crise dont la nécessité s'impose, mais ce sont aussi des mesures qui méritent, je pense, après évaluation bien sûr, d'être pérennisées.

Enfin, il s'agira d'engager un investissement massif dans nos transports en commun, qui restent le moyen de déplacement le plus usité et accessible. Il faudra encore relever un grand nombre de défis, tant au niveau environnemental qu'en termes de qualité de vie. C'est le mandat de notre législature et ce sera l'objet de nos discussions dans quelques mois.

Pour conclure, il y a beaucoup de choses à faire et nous savons bien, au sein de la majorité, que nous ne pouvons pas décevoir nos concitoyens. Il ne s'agit pas d'une législature normale, même si nous l'aurions souhaité. Nous devons toujours tenter de choisir la voie de l'ambition, tant dans nos actions que dans notre manière de faire de la politique.

À cet égard, je termine cette allocution par des remerciements. Je remercie d'abord les administrations et services publics, les cabinets, mais aussi le gouvernement pour son investissement dans cette crise, sans préjuger bien sûr des débats que nous aurons plus tard. Merci pour l'énergie déployée à essayer de faire de la politique.

Merci aussi pour la méthode utilisée pendant ces trois mois, pas seulement par le gouvernement, mais par nous tous. Je crois que les pouvoirs politiques au sein de la Région, majorité comme opposition, ont essayé de refuser la polarisation gratuite.

[217]

Nous avons tenté de ne pas nous défaire de nos responsabilités et de ne pas céder au bruit médiatique. Dans les réunions que nous avons eues au sein du parlement, des réponses précises, utiles et respectueuses ont été données par le gouvernement à des réponses tout aussi précises, utiles et respectueuses des parlementaires. Je vous en remercie.

(Applaudissements sur les bancs de la majorité)

[221]

Mevrouw Carla Dejonghe (Open Vld).- Er zijn bijkomende ondersteunende maatregelen nodig om de economische en sociale gevolgen van de coronapandemie op te vangen. Brussel werd in zijn essentie geraakt door deze crisis. Een stad moet het hebben van dichtheid, van formele en vooral informele contacten, van een levendig sociaal en cultureel leven. Talloze publicaties argumenteren dat informeel stedelijk leven aan de basis ligt van economische innovatie en groei. Net dit werd aangetast door de coronacrisis. Anderhalve meter afstand en teleconferenties zijn geen stedelijke gegevens, maar creativiteit is dat wel. Met deze nieuwe realiteit moeten we de stad dus heruitvinden.

We mogen niet bang zijn om overheidsgeld uit te geven wanneer dat noodzakelijk is. Door de lage rentevoet is het zelfs een uitgelezen moment om slim te investeren. Slim betekent dat de uitgaven weldoordacht zijn met een return on investment en zo voor alle partijen een gunstige situatie creëren. De overheidsmaatregelen moeten op korte termijn voldoende economische groei teweegbrengen en zo de opgebouwde schuld terugdringen.

Het moet gaan om pragmatische keuzes, niet om ideologische. De crisis mag geen ideologisch kantelmoment worden om nieuwe economische modellen uit te proberen. Grote ideologische experimenten zijn gevaarlijk in een onstabiele crisissituatie. Met gezond verstand komen we al een heel eind.

Op YouTube circuleert een populaire videoboodschap van de Franse senator, arts en viroloog Claude Malhuret. Met enig gevoel voor humor waarschuwt hij de Franse senaat voor de profetische uitspraak dat het leven nooit meer hetzelfde wordt. Ik raad jullie aan om de video te bekijken.

Sommigen wenden de crisis aan om hun oude ideologieën te recycleren. "L'avenir radieux avec les lunettes du passé".

Ze maken van de crisis gebruik om internationale samenwerking in vraag te stellen en te pleiten om op zichzelf terug te plooiën naar een zelfredzame economie met gesloten grenzen en zonder verdere groei.

[223]

Zeer linkse en zeer rechtse, maar vooral erg verouderde recepten vinden elkaar verbazingwekkend genoeg vaker dan je zou denken. De realiteit is dat niemand de toekomst kan voorspellen. Die zal inderdaad anders zijn, maar het is aan ons om haar op een slimme, pragmatische manier voor te bereiden. Voor meer concrete voorbeelden geef ik graag het woord aan mevrouw Zamouri.

(Applaus)

[225]

Mevrouw Khadija Zamouri (Open Vld).- Midden oktober werd in dit halfroond de beleidsverklaring toegelicht. Het was toen duidelijk dat de nieuwe meerderheid de ambitie heeft om Brussel naar een hoger niveau te tillen, om van het stadsgewest een vruchtbare voedingsbodem te maken voor iedereen die wil ondernemen, een emancipatiemachine die iedereen vooruithelpt, kansen biedt en niemand achterlaat.

Diezelfde ambities herken ik in het herstelplan, dat investeert in gezondheidszorg en sociale zekerheid. Rusthuizen worden veerkrachtiger en weerbaarder tegen nieuwe pandemieën. We investeren in capaciteitsverhoging voor de thuiszorg. De allerzwaksten geven we een duwtje in de rug met een eenmalige toeslag van 100 euro per kind boven op de kinderbijslag. Tot slot investeren we in de geestelijke gezondheidszorg.

Een tweede belangrijke onderwerp is werkgelegenheid, waarin we investeren door de jongerengarantie te herstellen, zodat elke werkzoekende jongere begeleid kan worden naar een stage, opleiding of baan. We bouwen bestaande tewerkstellingsmaatregelen verder uit en stemmen het opleidingsaanbod beter af op de noden van de arbeidsmarkt.

Het herstelplan investeert in onze economie door groeibevorderende sectoren te ondersteunen en door liquide middelen te creëren voor huurders van handelspanden.

De befaamde Proxi-lening mobiliseert het spaargeld van burgers om Brusselse ondernemingen lokaal te financieren. We ondersteunen handelaars en lokale handelsdynamieken.

Het herstelplan besteedt ook de nodige aandacht aan de toeristische sector. Visit.brussels verzorgt de coördinatie ervan.

[227]

De toeristische en culturele sectoren dragen sterk bij aan de positionering van het gewest als nationaal en internationaal beslissingscentrum. Het zakentoeerisme vertegenwoordigt ongeveer 60% van de totale omzet in de toeristische sector. Samen met de horeca zorgen de Brusselse toeristische en culturele sectoren voor een economisch ecosysteem dat een van de voornaamste, zo niet de allerbelangrijkste economische pijler is van het gewest.

Kortom, de voorgestelde concrete, pragmatische en slimme maatregelen zullen de Brusselaars opnieuw aanzetten om te werken, te studeren en te ondernemen. Ze zullen onze reële economie ten goede komen, de koopkracht versterken en de zwaksten in de samenleving een duw in de rug geven. Het blijft niet bij grote ideologische debatten; de regering onderneemt heel concrete acties, waar trouwens de Open Vld bekend voor staat. Dat wordt ook van politici verwacht. De regering beoogt met het plan om Brusselaars vooruit te helpen, relancer pour mieux sauter.

Met het voorgestelde evenwichtige plan slaagt de regering erin om heel verstandig om te springen met overheidsmiddelen. Ze geeft niet zomaar geld om het uit te geven, maar ze denkt ook vooruit. Het is goed dat het herstelplan een beperkte duur heeft, we mogen niet al ons kruit verschieten. Misschien komt er een tweede golf en we moeten ervoor zorgen dat we het geld juist besteden. Hoe we de zware budgettaire uitdagingen tegemoet kunnen treden, hangt ook samen met de budgettaire veerkracht, die we kunnen opbrengen bij een nieuwe lockdown. Het is dus belangrijk om in deze fase zeer goed op het geld te letten.

Voor sommigen gaat het herstelplan niet ver genoeg. Het zal nooit perfect zijn. Maar ervaring leert dat de beste stuurder aan wal staan. Ze maken wel hun huiswerk, maar ze werken hier niet. Ondertussen doet de regering wat ze moet doen. Ze neemt pragmatische maatregelen om tegemoet te komen aan de concrete bekommernissen van de medeburgers.

[229]

Ze geeft de ondernemers een duw in de rug zodat ze voort kunnen werken en ze vangt de zwaksten op. Het herstelplan is een pragmatisch plan op maat van elke Brusselaar.

(Applaus bij de meerderheid)

[233]

M. Emmanuel De Bock (DÉFI).- Bruxelles n'est pas une île. Nous vivons une crise mondiale aux conséquences économiques importantes. À cette crise, la réponse ne peut, elle aussi, être que globale. Nous aurons besoin de tous les acteurs sur le pont.

Un plan de relance européen est indispensable. Un montant de 750 milliards d'euros, soit plus de 2.000 euros par habitant, a été évoqué. Dès lors, les 500 millions d'euros dont il est question aujourd'hui ne représentent qu'une goutte d'eau dans cet océan d'aides publiques qui seront déversées auprès des citoyens. C'est précisément cette aide qui va faire en sorte que personne ne coule.

Nous avons besoin d'un plan de relance fédéral, avec des mesures fortes. Dès lors, félicitons-nous du plan de relance fédéral, dont les premières mesures ont été le droit passerelle ainsi que l'aide et le soutien aux chômeurs économiques et temporaire. Sans ces mesures, les problèmes auraient été beaucoup plus nombreux.

Toutefois, ce n'est pas la Région bruxelloise qui peut octroyer ces aides. Chacun doit, modestement, respecter ses compétences et intervenir où il peut, avec les moyens qui lui sont dévolus. Nous ne sommes qu'une Région parmi les autres, nous ne sommes qu'une de ces gouttes d'eau.

Toutes ces mesures fédérales devront être prolongées. Nous avons vu le débat gouvernemental, dont il est ressorti que ces mesures devraient être limitées dans le temps jusqu'au 31 décembre. Je crains qu'il ne faille un plan misant beaucoup plus sur le long terme et que ces mesures soient revendiquées pour plus tard, en 2021.

Le véritable enjeu commence maintenant. Nous l'avons vu avec la question des prêts subordonnés. M. De Croo a expliqué ce matin dans la presse que le plan d'aide aux banques, qui visait à faire reporter les mensualités des emprunteurs de six mois, n'atteignait pas son objectif. Nous ne pouvons pas demander à la Région bruxelloise et aux entrepreneurs de se tourner vers finance.brussels pour combler un déficit fédéral.

[235]

Ce plan était ambitieux, mais seulement un milliard d'euros a aujourd'hui été affecté, sur les quelque 50 milliards d'euros prévus par le plan fédéral. Au cours du débat auquel nous avons participé mercredi en commission des affaires économiques, je vous ai expliqué que l'on n'aidait en réalité que les riches et que celles et ceux qui avaient connu un défaut de paiement avant la crise du coronavirus, puisqu'ils ne pouvaient montrer patte blanche, n'avaient accès à aucune aide publique.

Or, 18 à 20 % des entrepreneurs du tissu économique, toutes Régions confondues, se sont déjà retrouvés en situation de défaut de paiement. Il est dès lors indispensable d'assouplir les conditions d'aide aux entreprises. Il faut que les banques sauvées en 2008 jouent leur rôle et il faut évidemment un soutien bancaire fédéral, seul niveau de pouvoir qui puisse aider et dès lors faire en sorte que la Région bruxelloise - qui ne saurait se substituer au gouvernement fédéral - soit moins sollicitée.

À chacun de jouer son rôle. Il ne s'agit pas de se renvoyer mutuellement les responsabilités. Il nous faut un plan intégré et concerté car l'effort demandé à l'échelle régionale est considérable, et il faut arrêter de croire aux miracles. Le secteur touristique ne redémarrera pas tant que ne sera pas écartée la perspective d'une nouvelle vague de contaminations, et la relance ne répondra pas à un simple claquement de doigts.

C'est évidemment la fin du confinement qui doit permettre cette relance. À cet égard, il est permis de se demander si nous avons vraiment tout fait pour en limiter les effets. Certains pays n'ont subi que quatre ou cinq semaines de confinement alors que nous en avons connu huit. Et demain, combien de semaines aurons-nous encore à subir si une deuxième ou une troisième vague se présente ? Ces questions sont évidemment primordiales. En réalité, personne ne sait de quoi l'avenir sera fait.

Vous l'avez dit, la crise ne porte pas seulement sur la demande mais aussi sur l'offre. Par conséquent, un plan de relance de type keynésien, tel que certains l'ont promu, ne suffira pas. Il faut aider celles et ceux qui ont le plus souffert de la crise sans pour autant multiplier les aides tous azimuts.

En réalité, les gens ont peur de perdre leur emploi demain et vont évidemment épargner à proportion de cette peur. Mais aujourd'hui, si les restaurants ne sont pas bondés, ce n'est pas faute de pouvoir répondre à la demande, c'est tout simplement parce que la crise sanitaire le leur impose. Pourquoi le secteur événementiel ne fonctionne-t-il pas ? Tout simplement parce qu'il ne peut pas reprendre ses activités.

La lutte contre la crise sanitaire et la possibilité de vivre à nouveau sans crainte sont donc primordiales dans la réponse à apporter pour relancer l'économie.

[237]

Vous avez souvent mentionné l'exemple wallon. Mercredi, en commission des affaires économiques, je vous ai dit que les aides wallonnes prévoient des prêts subordonnés pour plus de 45.000 euros par entreprise, ce qui est bien plus que ce que propose la Région bruxelloise - à savoir une aide jusque 15.000 euros en trésorerie. Par contre, dans l'exemple wallon, l'aide est limitée à 5.000 entreprises. Les premières arrivées seront les premières servies. Les plus forts seront aidés et les moins forts non. Je préfère un système bruxellois, où le montant de l'aide est peut-être moins élevé, mais où nous aiderons quatre ou cinq fois plus d'entreprises, qu'un système élitiste où on n'aidera que les premiers à se manifester.

La critique est aisée, les manettes du gouvernement sont peut-être parfois plus difficiles à tenir en période de crise et je salue celles et ceux qui les tiennent. Mais j'aurais aimé avoir un exemple chiffré de vos mesures. Le montant de 120 millions d'euros que met sur la table le gouvernement, en plus des 460 millions d'euros, est critiqué. Qu'aurait-il fallu faire, selon vous, et comment aurait-il fallu financer ces aides ? C'est la question essentielle : qui va payer pour ces mesures ? Je n'ai pas encore reçu beaucoup de réponses à cet égard.

On ne peut pas dire que nous dépensons la richesse que nous n'avons pas, ni qu'à Bruxelles on aime les pauvres au point d'en fabriquer, ou venir avec des solutions simplistes comme faire payer la crise aux riches. On a entendu certains promettre des primes à tout va pendant cette crise, en proposant de prendre l'argent nécessaire chez les multipropriétaires.

La crise nous a tous appauvris, collectivement, selon la Banque nationale de Belgique (BNB). Certains un peu plus que d'autres, évidemment. Ce sont ceux-là qu'il faut aider. L'objectif de ce gouvernement n'est pas de rendre les riches plus pauvres, mais de rendre les pauvres plus riches. Cette crise sanitaire va faire bouger nos fondamentaux. Le confinement nous a appris à télétravailler, à faire confiance à ce système, parfois décrié.

[239]

Il y a des questions fondamentales auxquelles il faudra répondre. L'exode des habitants va-t-il augmenter ou diminuer ? Sera-t-il combiné : certains vont-ils partir tandis que d'autres reviendront, après avoir réalisé que le retour en ville pouvait être une réponse aux enjeux de mobilité ?

L'exode des entreprises sera-t-il plus ou moins fort ? Nous sommes peut-être à l'aube d'un véritable choc économique où chacun se remettra en question par rapport à ses modes de fonctionnement, de production et de consommation. Nous utiliserons peut-être moins de bureaux, ou autrement. En anticipant ces questions, nous pourrions peut-être répondre aux enjeux de la Région bruxelloise. Nous serons les premiers concernés, puisque notre Région dépend des services et de la fonction internationale de la capitale. Il faut des mesures à court et à long termes. Nous ne pouvons qu'applaudir la flexibilité du gouvernement bruxellois et celle des communes qui ont été en première ligne et ont répondu aux enjeux et aux attentes des habitants.

Pour terminer, je souhaiterais saluer le formidable élan de solidarité que nous avons vu entre les Bruxellois. C'est peut-être la leçon à tirer avec humilité de cette crise. Nous avons peut-être découvert l'essentiel : les soins de santé, nos aînés et notre interdépendance mutuelle. J'ai confiance en les Bruxellois et, tout comme mon groupe, j'ai confiance en vous.

(Applaudissements sur les bancs de la majorité)

[243]

M. Fouad Ahidar (one.brussels-sp.a).- Je voudrais, à mon tour, remercier tous les héros qui se sont mobilisés pour limiter les dégâts de la crise sanitaire. Dans certains secteurs, le coût humain a été énorme. Les mots ne suffisent pas à traduire l'angoisse, le mal-être et l'inquiétude qu'ils ont vécus et ressentent encore. Beaucoup de gens sont inquiets et angoissés pour leur avenir.

Je remercie le personnel de nettoyage, les magasiniers, les transporteurs, les infirmiers, les médecins et tous ces travailleurs de l'ombre, ces milliers de femmes et d'hommes qui ont fait la différence pour parer à la catastrophe. On ne le soulignera jamais assez. Merci aussi à tous nos collaborateurs invisibles, sans lesquels nous n'aurions pu travailler dans ce parlement. Le personnel de nettoyage, les huissiers et toutes les autres personnes qui travaillent jour et nuit pour nous permettre de continuer à travailler dans de bonnes conditions. Je ne doute pas que le président les remerciera tous en notre nom.

[245]

(verder in het Nederlands)

Vandaag beslissen we hoe we de stad en haar inwoners er weer bovenop helpen. De crisismaatregelen liggen voorlopig achter ons, maar de cijfers evolueren in negatieve zin. We moeten als overheid en burger aandachtig blijven om te vermijden dat de maatregelen weer strenger moeten worden.

Hoe kunnen we de schade aan deze stad herstellen in de komende weken en maanden? Het hoge aantal doden en zieken, de eenzaamheid en armoede, de werkloosheid en faillissementen. De regering ontwikkelde een sterk plan met een lange lijst maatregelen om verdere schade te voorkomen op dit kantelpunt tussen crisis en herstel.

Daarnaast is er nog een bijkomend plan met extra maatregelen. In het begin van de coronacrisis waren gezondheid en economie de prioriteiten en was er te weinig aandacht voor de sociale noden. In het nieuwe plan is er wel een evenwicht tussen de maatregelen die de stad fysiek, economisch en sociaal opnieuw gezond moeten maken.

Deze uitzonderlijke tijden nopen tot uitzonderlijke maatregelen. Veel Brusselaars kunnen niet wachten op de uitkomst van onze lange procedures en hebben onmiddellijk hulp nodig. Als de politiek daar geen oplossing voor vindt, wordt ze een deel van het probleem. Ik kan een ondernemer met het water aan de lippen niet vragen om te wachten tot een volgende begrotingswijziging in de herfst. Ook de gezinnen die angstig uitkijken naar de kosten voor het nieuwe schooljaar, wil ik niet vragen om geduld te oefenen tot na het zomerreces. Kwetsbare ouderen wil ik niet hoeven te zeggen dat er dit jaar geen bijkomende steun komt omdat die niet was ingecalculeerd.

[247]

Laat het duidelijk zijn: ook in coronatijden moet het parlement blijven controleren. Dat doen we tijdens dit debat, en dat zullen we achteraf zeker ook doen wanneer we de uitwerking en het effect van die maatregelen bespreken. De beslissing vandaag is geen vrijgeleide. We geloven ook niet dat deze regering daar op die manier mee omgaat.

De regering is duidelijk: voor deze maatregelen moeten andere projecten aan de kant geschoven worden. Voor sommige projecten gebeurt dat op een natuurlijke wijze omdat ze sowieso vertraging oplopen. Andere projecten worden gedwongen uitgesteld. Uiteraard willen we weten welke projecten uitgesteld of afgelast worden. Dat overzicht is nu niet gegeven en we verwachten dat we dat in de toekomst krijgen, mijnheer de minister-president.

Laten we nu vooral kijken naar de maatregelen die de regering voorstelt. One.brussels-sp.a is tevreden dat een deel van de economische herstelmaatregelen structurele verandering wil brengen, met meer aandacht voor lokale productie en handel. De voorbije maanden hebben aangetoond dat er dicht bij huis een veelzijdig economisch netwerk nodig is. We mogen niet voor alles afhankelijk zijn van de grillen van een mondiale markt. Denk aan de grote problemen om op tijd voldoende beschermingsmiddelen en mondklappers te krijgen. Dat is de grootste ramp die dit land ooit heeft gekend.

Ik heb een paar vragen ter verduidelijking voor minister Clerfayt en staatssecretaris Trachte. Hoe zullen de zwaar getroffen 'lokale handelsdynamiek' en de lokale productie extra ondersteund worden? De voorbije crisismaanden werden premies en leningen ter beschikking gesteld. Welke nieuwe maatregelen komen er, nu duidelijk is dat velen nog een tijd minder klanten zullen hebben?

De steun voor de culturele sector is nodig. Zonder cultuur geen bruisend Brussel. Er was al een premie van 2.000 euro voor vzw's en de premie tot 1.500 euro voor cultuurwerkers. Die maatregelen dateerden nog van de eerste crisisfase. In dit plan wordt gesproken over een aankoopcentrale voor beschermingsmateriaal. Mijnheer de minister-president, welke andere maatregelen neemt u in deze herstelfase nog voor de culturele sector, die het nog een tijd zwaar zal hebben? Welke middelen maakt u daarvoor vrij?

[249]

De vooruitzichten voor de werkgelegenheid zijn somber, met mogelijk tot 30.000 extra werklozen tegen het einde van het jaar. De regering neemt voor hen een reeks extra maatregelen. Actiris kan op 8 miljoen euro bijkomend budget rekenen. Dat is goed en nodig. Het is ook goed dat de klemtoon gelegd wordt op maatregelen die onze arbeidsmarkt ook los van de coronacrisis nodig had, zoals taalopleidingen en meer aandacht voor eenoudergezinnen.

Ik heb een extra vraag voor de heer Clerfayt. Bijkomende arbeidsplaatsen in het kader van artikel 60 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de OCMW's zijn bijzonder welkom. De sociale economie stond ook aan de frontlinie, bijvoorbeeld bij de voedselbedeling. Hoeveel artikel 60-arbeidsplaatsen komen erbij? Volgens welke criteria worden ze verdeeld? Zijn ze er ook voor onafhankelijke vzw's? Dankzij die contracten kunnen veel laaggeschoolde OCMW-steuntrekkers aan de slag en krijgen veel vzw's hopelijk extra personeel.

Ook de pijlers welzijns- en gezondheidsbeleid bevatten al sterke maatregelen. De rusthuizen zijn midden in de coronastorm beland. Er was grote oversterfte. De rusthuizen hadden te weinig materiaal ter beschikking en ook niet genoeg of niet het juiste personeel om de crisis de baas te kunnen. Dat is echt fundamenteel. Het mag nooit meer gebeuren dat er mensen sterven door een tekort aan materiaal. Nooit meer.

De aangekondigde relancemaatregelen moeten een kantelmoment teweegbrengen. Het ontbreekt ons aan maatregelen die de rusthuizen fundamenteel versterken of hervormen. Komen die later nog? Waarin wordt er nu voorzien, behalve het engagement om het personeel te behouden?

Ook daklozen stonden vaak letterlijk in de kou, zeker aan het begin van de crisis. Wie geen huis heeft, kan niet in zijn kot blijven. Voor hen was de lockdown veeleer een uitsluiting dan een opsluiting. Gisteren las ik

in de pers dat het daklozencentrum in de Trierstraat zijn deuren op 1 augustus dan toch niet sluit. Dat is uitstekend nieuws voor de meer dan zeshonderd daklozen die er verblijven. Het is lovenswaardig dat de Brusselse regering haar verantwoordelijkheid neemt, in tegenstelling tot de federale overheid, die de financiering stopzet.

[251]

Mijnheer Maron, waarin voorziet dit plan om hen beter te beschermen, bijvoorbeeld bij een grote tweede golf? De extra 100 euro kinderbijslag zal voor vele gezinnen die in de financiële problemen zijn geraakt, een concreet verschil maken.

Minister Gatz, u doet een aanzienlijke investering, maar om welk bedrag gaat het precies? Het is goed dat de premie automatisch zal worden toegekend, want zo valt niemand uit de boot.

Mevrouw Ben Hamou, de volgende twee jaar zal 35 miljoen euro vrijgemaakt worden voor extra sociale woningen. Alle mogelijke middelen worden gebruikt: bouw, renovatie en aankoop van woningen. Hoeveel extra sociale woningen zult u zo creëren? Wanneer zullen die woningen afgewerkt zijn? De wachtlijsten voor een sociale woning moeten zo snel mogelijk korter worden. Daarom steunt one.brussels-sp.a de regering volop in die ambitie.

We horen vaak dat het budget niet per se het probleem is, maar dat het vaak zoeken is naar voldoende huisvestingsprojecten. Hoe zult u hier een versnelling hoger schakelen?

De fractie one.brussels-sp.a is ten slotte zeer tevreden over de ruimtelijke omslag waarin dit herstelplan voorziet. Meer plaats voor de zwakke weggebruikers maakt de stad niet alleen leefbaarder, maar ook aantrekkelijker, gezonder en efficiënter, met minder vervuiling en minder ongevallen. Overal in Brussel werd er meer plaats gemaakt voor de Brusselaars. Parkeerplekken werden omgetoverd tot extra terrasruimte voor de horeca.

[253]

(poursuivant en français)

Plans de relance européen, fédéral, communaux - les communes ont pris leurs responsabilités -, régionaux... Il est essentiel de bien coordonner les différentes politiques afin d'éviter les doublons.

(Applaudissements sur les bancs de la majorité)

[257]

Mme Céline Fremault (cdH).- Je n'ai pas l'habitude de lancer des grenades par-dessus mon épaule et de regarder si elles explosent ou font des dégâts. Depuis un an, je n'ai eu de cesse de dire que je mènerais une opposition constructive, un engagement que mes collègues et moi-même pensons avoir tenu en déposant des textes, en soutenant des propositions communes, en faisant avancer le travail parlementaire. Cela témoigne à mon sens d'une vision non binaire de la majorité et de l'opposition.

Depuis plusieurs semaines, votre gouvernement communique sur l'adoption, en juillet, d'un plan de relance économique. Sincèrement, je m'en réjouissais, les Bruxellois ayant besoin, rapidement, de perspectives rassurantes à moyen et à long termes. Je m'attendais donc à découvrir un plan conséquent, reprenant un ensemble de mesures de relance - c'est vous qui employez ce terme - et de redéploiement fortes, cohérentes

et coordonnées, visant à rassurer nos concitoyens et, surtout, permettant de faire face adéquatement aux incertitudes actuelles et à la crise économique et sociale qui ne fait que débiter.

Malheureusement, contrairement à ce qui a été dit, ce que vous présentez aujourd'hui n'est pas un plan de relance ambitieux. Vous l'avez d'ailleurs très clairement mentionné en début d'intervention. Dans les documents que mon groupe a pu se procurer, vous présentez des mesures éparées, à court terme, s'élevant à 100 millions d'euros, qui - selon votre communiqué de presse - doivent "permettre aux Bruxellois d'améliorer leur cadre de vie durant l'été".

Pour nous, un sentiment d'insuffisance prédomine, impression que l'on retrouve chez les groupes politiques, dans la presse et même chez vous. Les Bruxelloises et Bruxellois devront encore attendre pour savoir comment le gouvernement - avec les autres entités - fera structurellement face à cette crise économique.

[259]

Soyons clairs et de bon compte : ce matin, nous ne débattons que de mesures à court terme ; nous ne débattons que de mesures "estivales".

En ce qui concerne la méthode qui a entouré l'adoption de ces mesures, je souhaiterais mettre en avant trois éléments particulièrement problématiques : la concertation, la transparence et le calendrier.

Sur la concertation - un point auquel vous avez répondu lors votre intervention -, je ne dois pas être la seule à être tombée de ma chaise à l'écoute de l'interview de l'administrateur délégué de Brussels Enterprises Commerce and Industry (BECI), ce mardi 7 juillet. On peut résumer son intervention en quelques mots : une absence de consultation avec les partenaires sociaux. Vous avez donné, ce matin, M. le ministre-président, des garanties mais jusqu'à ce matin, nous l'ignorions.

(Remarques de M. le ministre-président Vervoort)

Devoir attendre dix jours, c'est très long, surtout dans la situation actuelle !

Au niveau de la transparence du travail parlementaire, il est évident que le début de la crise sanitaire nécessitait une union sacrée autant sur le plan moral que politique. Dans cette logique, mon groupe a donc cosigné, le 19 mars dernier, les textes octroyant au gouvernement des pouvoirs spéciaux. Ce pouvoir immense qui vous a été attribué supposait une grande transparence auprès de notre assemblée parlementaire. Et, je dois l'admettre, votre gouvernement a joué le jeu pendant cette période particulière des pouvoirs spéciaux. Nous recevions vos documents de travail, vous avez été régulièrement présents, au parlement, pour répondre à nos questions.

Si nous ne sommes plus en période de pouvoirs spéciaux, il faut tout de même admettre que les mesures présentées ce jour s'inscrivent dans le cadre de ceux-ci. Il est donc dommage que vous n'ayez pas pu faire preuve de la même transparence et de la même collaboration avec ces mesures qu'avec les décisions précédentes. Ainsi, nous avons dû nous procurer au dernier moment vos mesures par des voies détournées. De même, lundi dernier, la commission des finances et des affaires générales a été le théâtre d'un premier débat ainsi que d'un vote sur le budget débloqué, alors que le tableau des dépenses ne nous avait été distribué qu'en début de séance. Ce n'est pas sérieux...

Enfin, sur le calendrier, à la lecture du document - nous n'avions pas de titre -, nous comprenons que nous sommes rentrés dans une deuxième phase, celle des mesures de court terme. Vous annoncez une troisième et

quatrième phases mais malheureusement, il n'y a pas de feuille de route sur ces différentes phases, pourtant centrales à la reprise économique de notre Région. Rien ne figure non plus concernant l'agenda des prochaines étapes et des marges budgétaires prévues à ces fins.

J'en viens à présent à la question des politiques sociales et de santé. Les secteurs de l'aide et des soins à domicile ont été particulièrement touchés par la crise sanitaire. Cette dernière a eu un impact préoccupant sur la capacité financière de nombreuses maisons de repos, qui méritent des réponses plus claires de votre part. Leurs directions se trouvent chargées d'obligations supplémentaires lourdes à la suite de la publication de la nouvelle circulaire.

Vous entendez également renforcer les capacités de prise en charge à domicile. Le secteur s'impatiente légitimement et attend toujours des réponses de votre part, notamment la présentation de mesures compensatoires initialement prévues pour le début du mois de mai.

[261]

Nous avons longuement débattu de la problématique du sans-abrisme en séance plénière - et pas plus tard que la semaine dernière. Aujourd'hui, la situation des hôtels est extrêmement floue. Les infirmiers de rue, notamment, précisent qu'un certain nombre de sans-abri ont pu être relogés, mais très peu, de manière générale, et que le retour à la rue n'est pas envisageable. Or, je ne trouve aucune mesure particulière sur ce point-là dans les documents que vous avez distribués. Nous avons besoin de clarification.

C'est aussi le cas pour les places destinées aux personnes en situation de handicap. Vous annoncez 20 places pour les personnes handicapées de grande dépendance en situation d'urgence. Comment cette urgence sera-t-elle évaluée ? Ces places sont-elles considérées comme du répit en situation d'urgence, ou comme des places classiques attribuées à des personnes en situation d'urgence puis occupées de façon permanente ?

Quant à l'axe 3 - que j'appelle "axe fourre-tout", puisque vous parlez de dépollution, de boxes à vélos et de pistes cyclables -, il s'agit en fait d'un résumé de l'accord de majorité, d'un écho à la déclaration de politique générale (DPG), comme le disent d'ailleurs l'ensemble des formations politiques de l'opposition - et certaines formations de la majorité.

Deux exemples m'interpellent particulièrement. Le fait de mettre à profit la crise du Covid-19 pour développer les infrastructures cyclables est positif, mais il n'est pas acceptable de le faire au détriment des méthodes avancées par le plan de mobilité Good Move, validé il y a quatre mois. Je rejoins en cela l'intervention de Ridouane Chahid, chef de groupe du Parti socialiste.

Je déplore l'absence d'un point visant à aider la STIB à reconquérir les navetteurs, alors que l'utilisation de ce moyen de transport a été divisée par trois, et que la part modale de la voiture a augmenté.

Je terminerai en citant un homme politique relativement inconnu du grand public il y a quelque temps, et qui semble avoir compris la nécessité de combiner méthode et ambition. Hier, Jean Castex a dit à l'Assemblée nationale : "Le parlement sera étroitement associé à la mise en œuvre du plan de relance afin d'en garantir la transparence et l'efficacité. Le gouvernement présentera tous les deux mois un point précis de ses impacts et de ses résultats". Je vous invite à vous en inspirer.

[263]

Mme Véronique Lefrancq (cdH). - Tous les acteurs sont dans l'attente de décisions fortes pour les soutenir. Si les aides régionales ont pansé une plaie béante, l'axe que vous nous présentez aujourd'hui ne rassure en

rien. Même si l'on part du principe que ce ne sont que des mesures à court terme, les montants dégagés sont trop faibles, trop dilués.

Nous parlons ici de 42 millions d'euros pour l'économie et l'emploi, soit à peine 10 millions de plus que le budget dédié aux permis d'urbanisme, d'environnement ou de mobilité. À titre comparatif, la prime unique de 4.000 euros a coûté 100 millions d'euros à la Région bruxelloise, mais l'effet a été léger sur les finances des petites et moyennes entreprises (PME). Nous sommes donc en droit de nous interroger sur les retombées de ces 42 millions d'euros sur notre économie et les emplois en Région bruxelloise.

La transition économique, axe majeur de la déclaration de politique régionale (DPR), n'a pas été délaissée dans cette mesure, qui fait la part belle à votre plan, avec 10 millions d'euros, c'est-à-dire un quart du budget dédié à l'économie et l'emploi. Il faut reconnaître que voir augmenter le montant des primes est une vraie piste de relance pour le secteur de la construction. La fin de la mesure fédérale sur le moratoire marque le début d'une période de faillites. Il est donc impératif de proposer un soutien aux PME et aux commerçants.

Cependant, abstraction faite de la mesure sur les loyers – qui n'est d'ailleurs pas budgétisée – et des 150.000 euros visant à accompagner la transformation d'une entreprise en coopérative, on ne trouve aucune nouveauté en matière de soutien spécifique. En outre, compter sur le prêt proxi et la recapitalisation de finance.brussels pour refinancer toute l'économie de la Région, c'est un peu léger. J'espère voir une vraie volonté de votre part de soutenir l'économie dans les phases trois et quatre. Nous avons d'ailleurs hâte d'en connaître les précisions.

En matière d'emploi, quand on parle d'une crise économique, on ne peut la dissocier des conséquences qu'elle aura sur le marché de l'emploi. Si le niveau fédéral a pris à sa charge la mesure du chômage temporaire, celle-ci arrive à échéance. Exception faite du secteur horeca, elle prendra fin le 31 août. Les entreprises n'ayant pas réussi à retrouver un niveau antérieur à la crise sanitaire se verront dans l'obligation de procéder à des licenciements.

Si le nombre de demandeurs d'emploi n'est pas connu avec précision (on évoque 30.000 à 50.000 futurs chômeurs), notre Région se doit d'anticiper l'arrivée massive des demandeurs d'emploi chez Actiris. Elle l'a fait en renforçant l'accompagnement. Toutefois, c'est la seule mesure prise par la Région. Pas le moindre centime n'est injecté dans des mesures de mise à l'emploi supplémentaires. Quand comptez-vous activer ce levier ?

[265]

J'aimerais terminer en vous faisant part de trois propositions. La première concerne l'épargne privée. Comme en attestent les différentes mesures avancées par Mme Trachte après concertation avec finance.brussels, nous souhaitons la création d'un fonds sécurisé d'épargne privée qui serait géré par finance.brussels et permettrait d'injecter des liquidités dans les entreprises. Cette mesure dépasse largement le caractère "micro" du prêt proxi et la règle des trois "F" (family, friends and fools).

Nous souhaitons également faciliter la communication pour que la transmission des entreprises puisse se faire, comme en Wallonie.

Enfin, nous souhaitons anticiper le plan de rénovation, mais je crois que nous sommes déjà bien avancés sur ce point.

(Applaudissements sur les bancs du cdH)

[269]

Mevrouw Bianca Debaets (CD&V).- Het is een herstelplan in Magrittestijl. De titel had perfect kunnen zijn: "Ceci n'est pas un plan de relance," of in ieder geval "Ceci n'est pas un vrai plan de relance".

Ik zeg dat omdat dit plan, zoals andere collega's al hebben gezegd, een beetje mager is. Het straalt te weinig ambitie uit. Bovendien - en Brussel zou Brussel niet zijn mocht dat niet het geval zijn - heeft de stad Brussel al een eigen herstelplan aangekondigd. En wie weet doet Sint-Joost-ten-Node dat morgen ook, overmorgen Ukkel en volgende week waarschijnlijk een andere gemeente. Zoals altijd krijgen we een situatie met een kakofonie van regels, tegemoetkomingen en subsidiestromen waarin niemand nog zijn weg vindt. Gelukkig is er een regeringspartner die dat allemaal zal oplossen. We hebben er alleen spijtig genoeg nog niets van gezien.

Het plan is vaag. Ik zal er een zin uitlichten en ik daag de collega's uit om mij te zeggen wat die nu eigenlijk betekent en wat men gaat doen. "De relance en de herontwikkeling worden na overleg met de sociale partners verder verfijnd. Ze zullen deel uitmaken van het plan dat in oktober samen met de begrotingsaanpassing moet worden ingediend." Met andere woorden, we zullen vandaag niet te weten komen wat er moet gebeuren, maar pas in oktober.

Mijnheer de minister-president, ik had eerlijk gezegd gehoopt dat u voor een eerste zitting zou gaan. Het parlement zal echter pas in een tweede zitting punten kunnen geven. Dat begrijp ik althans uit de voorliggende tekst. Gelet op de urgentie is dat een beetje vreemd.

Natuurlijk zitten er in het herstelplan ook goede elementen. Er staan waardevolle dingen in, zoals de energievriendelijke innovatie en de premie van 100 euro per kind. Heel veel gezinnen hebben het inderdaad moeilijk. De klemtoon op kwetsbare gezinnen spreekt me zeker aan, evenals de aandacht voor gezinsgeweld, de strijd tegen de digitale kloof enzovoort.

[271]

Ik denk niet dat we daarmee de crisis zullen bezweren. Er zijn drie belangrijke vragen waar geen antwoord op komt.

Hoe zullen we de talrijke restaurants, hotels en andere handelszaken redden van een faillissement? Naar verluidt balanceren 1.000 tot 1.400 restaurants immers op de rand van het bankroet.

Hoe halen we Europese toeristen met de nodige voorzorgsmaatregelen naar Brussel? Walen en Vlamingen kunnen misschien ook van de gelegenheid gebruikmaken om hun hoofdstad eens beter te leren kennen. Hiervoor ligt geen concreet plan op tafel.

Hoe vermijden we dat de werkloosheidsgraad verder stijgt? De regering is er jaren in geslaagd om de werkloosheid terug te dringen. Nu staan we voor het eerst weer op een kantelmoment. Helaas geeft het herstelplan geen concreet antwoord op deze vraag.

Tot slot enkele dankwoorden. Het zorgpersoneel heeft dag in dag uit het beste van zichzelf gegeven. Handelaars en horeca-uitbaters hebben een enorme creativiteit aan de dag gelegd om toch het hoofd boven water te houden en om de Brusselaars, waar het kon, af en toe te voorzien van iets lekkers. De parlementaire diensten zijn tot op vandaag in de weer om ons in alle veiligheid te voorzien van schoongemaakte banken en materiaal.

Het verbaast me overigens dat alle parlementsleden een mondkmasker dragen, terwijl geen enkel regeringslid dat doet. Misschien is de regering immuun of staat ze boven de voorschriften en wetten die voor het volk gelden?

Ten slotte dank ik de inwoners van het Brussels Gewest voor hun solidariteit. Ik roep hen ook op om de maatregelen te blijven volhouden, want gezien de besmettingscijfers, zal dat nodig zijn.

[273]

De heer Pepijn Kennis (Agora).- Ik bedank alle eerstelijns werkers, alle mensen uit de gezondheidszorg en alle mensen die er tijdens de lockdown, maar ook daarna en tot op vandaag, in de ziekenhuizen, in de winkels en restaurants en op straat, voor zorgen dat het leven kan doorgaan.

[275]

(poursuivant en français)

Nous sommes égaux face au virus, mais uniquement sur le plan médical. En réalité, la crise sanitaire a sensiblement accru les inégalités dans notre société : les plus riches se sont enrichis davantage tandis que les pauvres l'ont vécue dans la précarité.

La crise a également révélé la solidarité des Bruxelloises et des Bruxellois. Ils ont fait les courses pour leur voisin, préparé des repas pour les sans-abri et les réfugiés qui se faisaient parfois expulser des parcs et espaces publics. Un plan de relance devrait donc s'appuyer sur une telle solidarité pour combattre les inégalités.

[277]

(verder in het Nederlands)

Ik licht graag drie elementen uit het plan toe: huisvesting, economie en openbare ruimte.

Agora is tevreden met de voorliggende voorstellen inzake huisvesting. Meer investeringen in sociale huisvesting kunnen de ongelijkheid doen afnemen. Een huurtoelage zorgt ervoor dat de armsten zich effectief financieel wat gesteund voelen. Dat geldt trouwens ook voor de kinderbijslag.

Tegelijkertijd staan er nog steeds tienduizenden gezinnen op de wachtlijst voor een sociale woning. Duizenden wonen in ongezonde woningen en duizenden anderen verblijven op straat.

Er is dan ook niet alleen een herstelplan nodig, er is tevens behoefte aan structurele oplossingen voor de ongelijkheid.

[279]

Sur le plan économique, nous espérons avoir tiré les leçons de la crise de 2008, qui a vu les banques sauvées grâce à des milliards d'euros d'argent public, pour ne pas faire exactement la même chose aujourd'hui.

Le plan de relance évoque le prêt proxi, le soutien à l'économie circulaire, à l'industrie locale et aux artisans locaux. Notre attention a été retenue par la mesure qui vise à soutenir la transformation des entreprises en

coopératives. Pour nous, elle est très positive, car elle rendra notre économie plus résiliente et plus démocratique.

Mais toutes ces mesures de relance sont-elles vraiment des investissements ? Quel est le retour sur investissement pour la société ?

[281]

(verder in het Nederlands)

Wat betreft de openbare ruimte lijkt dat in elk geval duidelijk: die wordt in dit herstelplan voor iedereen toegankelijker. Zeker in Brussel heeft niet iedereen toegang tot een eigen tuin of groene ruimte en dus is het belangrijk dat de openbare ruimte en zeker de groene plekken toegankelijk zijn. Daar moeten we de samenleving vorm kunnen geven, elkaar kunnen ontmoeten en met elkaar in discussie kunnen treden.

Kortom, het plan bevat een aantal positieve elementen, maar het gaat toch vooral om tijdelijke maatregelen en niet om een structurele omslag. Dat betreur ik.

[283]

(poursuivant en français)

Qui va payer ce plan de relance ? S'il est payé avec l'impôt des Bruxellois, ce seront ces derniers. Il faudra alors que ces mesures bénéficient aux Bruxellois.

Il est donc important de vérifier quels seront, dans le plan de relance, les retours pour la ville et ses habitants. Nous voulons une ville pour les Bruxellois et pensée par les Bruxellois. Nous demandons un vrai changement structurel, et nous espérons que le plan de relance y contribuera.

[285]

De heer Jan Busselen (PVDA).- Dit herstelplan moet helpen om Brussel opnieuw op te starten na de coronacrisis. Of de crisis in september al voorbij zal zijn, weten we nog niet, maar ze heeft heel wat vragen doen rijzen. Vragen over hoe het mogelijk is dat er zo veel slachtoffers in de rusthuizen zijn gevallen in een ontwikkeld land als het onze. Vragen over de verschrikkelijke omstandigheden waarin het zorgpersoneel heeft moeten werken. Vragen over de armoede die kwam bovendrijven en die toenam. Vragen over de moeilijke omstandigheden waarin een hele groep mensen met preciaire contracten terecht kwam, zoals mensen uit de horeca, de bouw, de artistieke sector, marktkramers, mensen zonder papieren en daklozen. De lijst is lang.

Wat velen zich afvragen, is hoe het verder moet na de coronacrisis. Eind april schreef een groep kunstenaars 's nachts op straat in Brussel: "We moeten niet terug naar normaal, want normaal werkte niet". Zij verwoordden daarmee wat veel mensen denken. Hoe zorgen we ervoor dat de wereld na corona fundamenteel anders is? Hoe zorgen we ervoor dat ook de wooncrisis, de mobiliteitsknoop en de kwetsbaarheid op de arbeidsmarkt worden aangepakt?

[287]

Ik heb niet de pretentie te denken dat er pasklare antwoorden of gemakkelijke oplossingen bestaan. Ik wil wel even uitzoomen op deze crisis, wat afstand nemen en ingaan op drie economische sectoren die zwaar getroffen werden door de vermarkting, door de logica van winst en efficiëntie.

Het vermarktingsbeleid was de belangrijkste architect van de wereld voor corona. Ik verwijs daarbij naar de getuigenis van een persoon die in de zorg werkt. De getuigenis dateert van 2016. Het gaat om een arts van wacht, die opgebeld wordt door het plaatselijke rusthuis met de vraag of ze kan komen, omdat een dame van 87 jaar hoge koorts heeft. Hier is wat ze schrijft:

[289]

"Je trouve une dame agitée, brûlante de fièvre et clairement déshydratée. Eric, le soignant de la maison de repos, entre dans la chambre en s'excusant d'être seul à travailler de nuit, pour à peu près 100 résidents. Il ne sait pas me dire si ma patiente a mangé ou bu de la journée. Tout ce que l'infirmière de service l'après-midi a eu le temps de lui communiquer a été : 'Il faut appeler le médecin pour la chambre 201.' Elle-même n'avait pas eu le temps de le faire avant la fin de son service."

[291]

Dat gebeurde in 2016, lang voor de coronacrisis. Het ging om een rusthuis van Orpea, een multinational die meer dan 80.000 bedden vertegenwoordigt in 22 landen, met 40.000 werknemers. Vorig jaar haalde Orpea een omzet van 3,740 miljard euro en maakte het 246 miljoen euro winst, dankzij het helse werkritme, de onderbemanning en de hyperflexibiliteit van zijn personeel.

Orpea heeft de voorbije jaren, samen met Senior Living Group, Harmonea en andere grote privéspelers, het leeuwendeel van de rusthuizensector in Brussel in handen gekregen. Die privatisering heeft niet enkel een impact op de privérusthuizen. Ook in de openbare rusthuizen dringt de invloed van het marktdenken door.

Carla Molenberghs, directrice van een verzorgingstehuis, zei naar aanleiding van de coronacrisis, recent dus: "Er is een enorme kloof ontstaan tussen het zakelijke management en de inhoudelijke leiding. Daardoor ontstaat er vervreemding. Men weet niet meer wat er op de werkvloer leeft. De zorg zit gevangen binnen een economisch managementdenken, dat gedreven wordt door cijfers en winstbejag. Mijn grote vrees is de terugkeer van de onverschilligheid." Zij wil dus ook in de zorg niet terug naar het oude normaal, want het oude normaal werkte niet.

Toen ik het interview met minister Maron in Bruzz las, had ik het gevoel dat hij er ook zo over dacht. Hij zei: "We moeten ons seniorenbeleid absoluut herdenken. De rusthuizen moeten beter omkaderd worden. Er moet meer personeel komen en kleinere entiteiten in plaats van de huidige mastodonten."

[293]

Groot was mijn verbazing toen ik las welk bedrag in het kader van dit herstelplan voor de rusthuizen is uitgetrokken: het gaat om niet meer dan 6 miljoen euro! De PTB stelde dan ook voor om een amendement in te dienen om daar 30 miljoen euro van te maken. Dat voorstel werd weggestemd, wat nog steeds onbegrijpelijk is.

De rusthuizen hebben dat geld nodig om per centrum één hoofdverpleegkundige aan te werven, bijkomend personeel aan te werven en op termijn kleinere vestigingen te openen.

Daarnaast is dat bedrag nodig om de markt weg te halen uit de zorg. De markt volgt immers de wetten van de concurrentie en de hoogst mogelijke winst. Dat is onverenigbaar met de zorg voor de mens. Die wereld van vroeger, die werkt niet.

Het virus bracht ook een aantal pijnpunten in Brussel aan het licht, waaronder de wooncrisis. Veel Brusselse woningen zijn te klein of slecht geïsoleerd of ze worden aan een hoge prijs verhuurd. Als we de evolutie op de woningmarkt even vanop een afstand bekijken, dan komen we tot dezelfde conclusie als voor de zorg: de overheidsinvesteringen nemen af en oprukkende, grote consortiums palmen de ruimte in.

In 1980 werden er nog 1.500 sociale woningen gebouwd, veertig jaar later is dat nog geen tiende daarvan. Voor grote immobedrijven wordt de rode loper uitgerold en er worden prestigieuze projecten beklonken op de internationale vastgoedbeurs in Cannes (Marché international des professionnels de l'immobilier, Mipim).

Terwijl het aandeel van de sociale woningen daalde, stegen de huurprijzen en nam het aantal woningen in handen van privé-eigenaars snel toe. In die laatste categorie gaat het vaak om luxewoningen.

Die kritiek hebben we al eerder geuit. In dit plan zien we dat er een budget van 35 miljoen euro wordt uitgetrokken voor de bouw van ongeveer 170 woningen, gespreid over twee jaar.

Voor de overgang naar een andere wereld na corona is er meer nodig.

[295]

Voorts deed de lockdown het aantal auto's in de stad drastisch dalen en niemand zal ontkennen dat dat aangenaam was. Als er iets was dat ons al een beetje kon laten dromen van een ander normaal, dan was het wel de rust van een stad met minder auto's. Toen de lockdownmaatregelen werden opgeheven, kwamen het verkeer en de bijbehorende files echter terug. Er is meer nodig voor een alternatief voor de mobiliteit van gisteren dan de pas aangelegde fietspaden alleen.

Wist u dat er tussen 1945 en 1980 ongeveer 3.500 km aan tramlijnen is verdwenen? Vroeger kon je met de tram naar Ninove, Vilvoorde of Waterloo. Dat doet toch dromen? Veel van het inkomend verkeer komt immers uit de Rand. De afbouw van het tramnetwerk en de recente besparingen bij de NMBS zijn natuurlijk niet de schuld van de huidige Brusselse regering. Het zijn gewoon enkele van de talrijke voorbeelden van de afbraak van de openbardienstverlening, waardoor we in een stilstaande wereld zijn terechtgekomen.

In vijf jaar tijd is er bij de NMBS 3 miljard euro bespaard. Bovendien is het gewestelijk expresnet (GEN) nog altijd niet af. Er zijn minder stations, minder verbindingen en meer vertragingen. Onder Paul Magnette werd de NMBS klaargestoomd voor de liberalisering van het spoor, maar die werkt niet. De neoliberale denkwereld van Friedrich Hayek, die mevrouw Bertrand daarnet omschreef, werkt niet.

De MIVB investeert verhoudingsgewijs wat meer dan De Lijn en de NMBS. Zo zijn er nieuwe metrostellen op komst, weliswaar met twee jaar vertraging. Wie naar de huidige toestand kijkt met de blik van iemand die niet terug wil naar het oude normaal, stelt echter vast dat er te weinig is ondernomen om de mobiliteitsknoop daadwerkelijk aan te pakken.

[297]

Dan bestaat het risico dat de files en de luchtvervuiling opnieuw opduiken. Waar blijven die snelle verbindingen met de Rand? Waar blijft het gratis maken van het openbaar vervoer voor de min-25-jarigen? Waar blijven de transitparkings aan de stations? Waar blijven de nieuwe tramlijnen?

Mocht deze vermarkting nu goede jobs en hogere lonen voor alle werkende mensen hebben gecreëerd, dan zou die nog ergens toe dienen. Maar het omgekeerde is waar. De treinbestuurders van eergisteren werden Deliveroo-koeriers, Uberchauffeurs, FlixBusbestuurders. Het zijn flexwerkers geworden met minder werkzekerheid, minder salaris, minder pensioen en minder sociale bescherming. De hyperdure nieuwbouw in Brussel werd neergepoot door bouwvakkers uit Roemenië, Polen of Portugal. De sociale dumping in de bouwsector zorgde voor een moordende concurrentie. En de commercialisering in de zorgsector zorgde voor slechte lonen, onmogelijke werkritmes en heel veel winst voor de aandeelhouders.

De coronacrisis heeft het aantal werkende mensen die in armoede dreigen te belanden nogmaals op een brutale manier verhoogd. Ik denk aan de mensen in de culturele sector en in de evenementensector. Die sector bloedt nog altijd hard. En zoals ik al heb gezegd, zal het aantal slachtoffers toenemen.

Blijven doorgaan op de ingeslagen weg van toenemende concurrentie, van flexi-jobs en van subsidies aan bedrijven werkt niet. Door verder te gaan met oude recepten versterk je oude problemen. Dit herstelplan lijkt dan ook meer het herstel te zijn van het oude normaal in plaats van het begin van een nieuw normaal. En daar past de PVDA voor.

[299]

Mme Victoria Austraet (indépendante).- Comme beaucoup de mes collègues, j'ai pris connaissance de l'approbation du plan de relance et de ses orientations dans la presse, la semaine dernière.

Lundi dernier, la commission des finances se penchait sommairement sur le projet d'ordonnance du gouvernement, qui prévoit le dégagement d'une somme de 120 millions d'euros destinés à le mettre en œuvre. À cette occasion, nous recevions un tableau budgétaire résumant la ventilation prévue pour ce montant. Cela veut dire que si je n'avais pas été présente lundi dernier, pendant cette séance de commission dont je ne suis pas membre, et si je n'avais pas reçu, de manière détournée, une copie du dossier de presse du gouvernement, il m'aurait été impossible de réagir, même succinctement, à ce projet d'ordonnance.

Je comprends que ce texte s'inscrit dans un contexte particulier, mais j'ai tout de même l'impression que, dans la pratique, on n'a pas tout à fait perdu l'habitude des pouvoirs spéciaux.

Une autre remarque générale : on lit depuis deux semaines dans la presse qu'il s'agit d'un véritable plan de relance, mais à l'analyse, notamment de la question de la temporalité, on se rend compte qu'il est très clairement question de mesures intermédiaires et à court terme. Je ne mets pas en cause l'utilité de cette temporalité, mais je me demande si la communication du gouvernement ne va pas provoquer une confusion inutile, dans la mesure où la vraie relance et le vrai déploiement seront présentés plus tard dans l'année.

Je partage en revanche l'avis de la majorité quand elle indique que certains points mentionnés dans sa déclaration de politique générale vont dans le sens d'une relance et d'un déploiement sain. Je lis donc d'un bon œil l'insistance sur les notions de résilience et de durabilité, qui, selon le gouvernement, animent en arrière-plan la nouvelle batterie de mesures financières.

Mais je pense qu'il nous manque beaucoup d'éléments d'information pour savoir comment cet objectif se retrouve dans la ventilation des 120 millions. Par exemple, la communication de ce plan à la presse mentionne qu'il devra contribuer aux objectifs de la Région en matière de lutte contre le changement climatique et de préservation de la biodiversité. Ou encore, qu'il devra amener une transition plus respectueuse de l'environnement. Or, si nous analysons le tableau budgétaire des 120 millions d'euros, les leviers qui seront activés pour atteindre ces objectifs ne sautent pas tous aux yeux, même après la présentation par le ministre-président.

[301]

Il y a, bien sûr, les primes énergie et rénovation ainsi que quelques points concernant la mobilité. J'aimerais néanmoins en savoir davantage sur les intentions du gouvernement concernant la gestion et le réaménagement de l'espace public, qui portent sur plusieurs millions d'euros. Je suis assez inquiète quant à des éléments tels que la stimulation du commerce international impliquant la volonté d'attirer des investisseurs étrangers, ou le déploiement d'une nouvelle stratégie d'exportation.

Le gouvernement pourrait-il nous garantir que cela ne s'opposera pas à la volonté affichée de créer de l'emploi durable et de qualité, qui profite à l'économie réelle et locale à Bruxelles ?

Si je comprends bien le tableau budgétaire, qui est pour le moins laconique, j'ai également l'impression que l'on prend le prétexte de la crise pour faire passer des plans d'aménagement directeurs (PAD). Je pense notamment au PAD Josaphat, devenu urgent à court terme, et auquel il faudrait réserver plus de 500.000 euros du plan de relance. Il faut quand même rappeler que ce projet de PAD prévoit de bétonner une bonne partie des 25 hectares de la friche Josaphat, un lieu de vie et d'étape pour de très nombreuses et rares espèces végétales et animales à Bruxelles. Je trouve ce projet interpellant, alors que le dossier de presse du gouvernement insiste au contraire sur la nécessité pour les mesures de contribuer directement ou indirectement aux objectifs de la Région en matière de lutte contre le changement climatique et de biodiversité.

Le plan que nous venons de recevoir ne contient que très peu d'informations. À quoi serviront ces 500.000 euros ? Sans informations, nous en sommes réduits à faire des suppositions.

[303]

Les PAD sont un exemple de cette situation, mais pas le seul. Je m'interroge également sur les raisons qui ont poussé le gouvernement à dynamiser certains outils existants et pas d'autres. Ainsi, il est prévu d'intégrer le plan Good Move et le plan régional de développement durable (PRDD) dans la dynamique de relance économique. En soi, c'est une bonne chose. Cependant, nulle part - ni dans le dossier de presse, ni dans le tableau des montants, ni dans la présentation du ministre-président -, il n'est fait mention de la stratégie Good Food.

Pourtant, l'alimentation est une question centrale si l'on souhaite se diriger vers une société plus durable et plus résiliente. Cet objectif suppose notamment un travail pour réduire massivement la consommation de viande, dans la mesure où l'on connaît son impact sur l'environnement. M. Maron, que j'ai interrogé récemment, a d'ailleurs laissé entendre que le gouvernement envisageait de rehausser les ambitions de la stratégie Good Food. Le plan de relance aurait été une bonne occasion pour le faire. Je resterai attentive aux annonces futures sur le sujet.

J'espère que les mesures en faveur de l'emploi, de la formation, des entrepreneurs et du secteur des soins de santé, déjà commentées par mes collègues, seront suffisantes à court terme, car nous avons toutes les raisons d'être inquiets.

Je salue l'intégration de la lutte en faveur de l'égalité des chances dans le plan de relance et de redéploiement. Grâce à cette démarche globaliste et inclusive, les publics les plus touchés par la crise seront pris en compte. Nous serons attentifs aux résultats.

Enfin, pour répondre à une étrange analogie entendue dans le chef de mes collègues en commission des finances, accorder sa confiance au gouvernement ne revient pas à apprécier la surprise du chef dans un

restaurant de quartier. Nous sommes dans un parlement et notre mission consiste à contrôler l'action du gouvernement. Pour voter en faveur de ce projet, j'aurais aimé que les parlementaires disposent de toutes les informations nécessaires et ne doivent pas se les procurer de manière détournée ou les recevoir par courrier électronique le jour du vote !

(Applaudissements sur les bancs du PTB)

[307]

Mme Clémentine Barzin (MR).- L'emploi est le défi majeur de la rentrée de septembre. C'est pourquoi nous encourageons le ministre à poursuivre ses efforts, malgré la seule page réservée à l'emploi et à la formation dans le plan qui nous est présenté. Au lieu de tout mélanger avec des mesures de la déclaration de politique régionale, il faut se focaliser sur des mesures immédiates, pour les jeunes, pour les secteurs les plus touchés et pour la reconversion.

Pour les jeunes, nous serons attentifs à la mise en œuvre du nouveau dispositif activa.brussels. Nous souhaitons toutefois plus de mesures pour aider à la fois les entreprises et les demandeurs d'emploi, comme le renforcement de la prime tuteur accordée aux entreprises qui forment des apprenants entre 15 et 25 ans.

Nous regrettons qu'il n'y ait pas de chapitre dédié à l'horeca et à l'événementiel. Le budget alloué jeudi à Horeca Forma Be Pro permettra d'organiser des formations courtes pour réorienter des personnes déjà qualifiées. Cependant, que propose-t-on à ceux qui vont perdre leur emploi dans le secteur événementiel ? Nous attendons plus de soutien dans ce domaine.

Concernant la reconversion, nous insistons sur l'efficacité du bilan de compétences pour déceler des compétences connexes. Des budgets très importants sont accordés à Actiris, mais qu'en est-il de l'articulation avec le secteur privé ?

Qu'en est-il également des moyens accordés à la reconversion par l'alternance ? Des secteurs comme la logistique, l'immobilier et la construction sont en demande de personnel. Le gouvernement veut renforcer les primes à la rénovation. Ne faut-il pas proposer, dès lors, des formations en écoconstruction ?

Enfin, le plan ne mentionne pas le renforcement de l'apprentissage en ligne, alors que cette technique a montré tout son intérêt pendant la crise du Covid-19. Il faut renforcer ce dispositif plus souple et plus accessible aux Bruxellois.

(Applaudissements sur les bancs du MR)

[311]

M. Michaël Vossaert (DéFI).- Je devais intervenir parmi les personnes mandatées, mais mon chef de groupe a eu besoin de tout le temps de parole de DéFI pour mener son intervention à terme. Il va sans dire que je me rallie à ce qu'il a dit.

Il faut se garder de tirer des conclusions hâtives et peut-être certains se sont-ils trompés dans les chiffres qu'ils avancent, notamment en ce qui concerne la politique de formation. Tout se passe comme si la crise du Covid-19 avait occulté ce qui a déjà été réalisé dans le cadre des politiques de formation et d'emploi.

Dès l'entame de l'exercice budgétaire 2020, des moyens supplémentaires étaient prévus pour la formation. Nous allons également poursuivre nos politiques en matière d'emploi et je ne comprends donc pas très bien les critiques qui nous sont adressées. Quant au partenariat avec le secteur privé et le monde des entreprises, il est effectif. D'ailleurs, des investissements seront consentis, en bonne entente avec les entreprises, notamment dans les pôles formation-emploi. Il me paraît important de le rappeler.

Je vous rappelle également que la garantie jeunes, qui a montré ses effets significativement bénéfiques en termes d'emploi, va être prolongée. Le taux d'emploi à Bruxelles avait été porté à plus de 50 %, et le taux de chômage était descendu au niveau le plus bas depuis la création de la Région bruxelloise.

Ce plan de relance intervient dans le cadre d'une crise inédite toujours en cours et nous n'aurons donc pas aujourd'hui réponse à toutes les questions. Nous n'en avons pas terminé avec les questions sanitaires et il me paraît exagéré d'affirmer que rien n'a été fait ou que nous suivons une mauvaise trajectoire. Je me garderai, pour ma part, de tirer des conclusions hâtives.

[313]

Enfin, certains évoquent l'autonomie des communes, mais la Région doit également pouvoir aider ces dernières, notamment dans le cadre de la relance économique, pour soutenir le commerce local. Je félicite les secteurs tels que celui de l'horeca, qui se sont adaptés aux conditions difficiles de reconversion. C'est aussi cela le monde de demain : soutenir nos communes dans les investissements qu'elles réaliseront, que ceux-ci soient de type productif ou en lien avec l'économie locale. J'estime ainsi que ce plan contient de nombreuses ambitions et projections pour l'avenir.

[315]

ORDRE DES TRAVAUX

M. le président.- Avant de céder la parole au gouvernement, je rappelle que la commission des affaires bicommunautaires générales de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune se réunit maintenant dans la salle 201, en vue de la discussion et de l'adoption en commission de la proposition d'ordonnance de M. Marc Loewenstein, Mme Delphine Chabbert, MM. Juan Benjumea Moreno, Ahmed Mouhssin, Mmes Khadija Zamouri et Els Rochette relative à l'octroi unique d'une majoration des montants des suppléments sociaux accordés sur la base de l'ordonnance du 25 avril 2019 réglant l'octroi des prestations familiales dans le cadre de la crise du Covid-19 (n° B-39/1 – 2019/2020).

La commission de la santé et de l'aide aux personnes de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune se réunit quant à elle dans la salle 206 en vue de la discussion et de l'adoption en commission de la proposition d'ordonnance de Mme Magali Plovie, M. Juan Benjumea Moreno, Mmes Khadija Zamouri et Els Rochette, M. Ibrahim Dönmez et Mme Marie Nagy modifiant l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé (n° B-41/1 – 2019/2020).

[319]

Je propose que les commissions se réunissent en même temps que la séance plénière.

[323]

Mevrouw Cielte Van Achter (N-VA).- Zou er voortaan op gelet kunnen worden dat we niet op twee plekken tegelijkertijd aanwezig kunnen zijn? Vooral bij de stemmingen tijdens de plenaire is dat belangrijk.

[325]

M. le président.- Ce n'est pas pendant la tenue des deux commissions que nous devons voter en séance plénière. L'article 53.5 du règlement prévoit qu'une séance plénière peut avoir lieu en même temps qu'une commission. Je ne vois pas d'autre possibilité, étant donné que les propositions d'ordonnance ont été prises en considération hier.

[333]

Poursuite du débat sur le plan de relance du gouvernement

M. Rudi Vervoort, ministre-président.- Discuter de l'architecture institutionnelle, par exemple en comparant une Région à une autre ou aux deux autres, a ses limites. De même, il est plus pertinent de comparer les taux de chômage d'entités connaissant les mêmes réalités sociologiques et socio-économiques. Ainsi, avant la crise du Covid-19, hormis Gand, Bruxelles faisait mieux que les autres grandes villes sur le plan de l'emploi des jeunes.

Si vous parlez du tourisme, allez vous promener à Bruges, Anvers, Paris, Venise ou dans d'autres hauts lieux touristiques urbains et vous verrez que le constat est le même : ils sont désertés. C'est la réalité à laquelle nous devons faire face. Nous sommes une grande ville, petite à l'échelle du monde, confrontée dans le cadre de cette crise à une perte d'attractivité pour des raisons psychologiques, de craintes, etc. Les gens préfèrent se tourner vers un environnement plus bucolique. Seule la digue de la côte belge reste un site privilégié de transmission du virus ! Les gens se tournent plutôt vers les Ardennes, et on peut les comprendre.

[337]

Les villes ont pratiquement toutes un modèle économique similaire qui repose sur l'horeca, les musées, les hôtels, les lieux de culture et de rencontre. Tout ce tissu économique est largement affecté par la crise. Le chiffre d'affaires des sociétés de transport en commun sera, lui aussi, lourdement touché. Le déficit sera énorme. Pour Paris, il est déjà question d'un milliard d'euros de perte pour l'ensemble du réseau.

Nous devons réaliser que nous ne vivons pas sur une île. Cela n'enlève rien aux défis qui nous sont lancés, mais cela doit remettre en perspective les critiques qui nous sont adressées. La leçon à retenir de la crise du Covid-19, c'est qu'il faudrait faire preuve de plus de modestie face au cours des choses. Cela vaut en particulier pour le monde médical et le monde scientifique, qui nous rendent un peu fous. Chaque expert y va de son avis, la population est déboussolée et ne sait plus à quel saint se vouer.

[339]

Quant au soutien au secteur touristique et au secteur MICE (Meetings, Incentives, Conferencing, Exhibitions), ce ne sont pas 3 millions, mais 10 millions d'euros qui y ont été injectés. En outre, au niveau national, la campagne n'a pas démarré en juillet, mais le 22 juin. Une campagne de communication visant à attirer les touristes a également été lancée au niveau international. Nous savons que nous fonctionnons dans un cadre intra-européen et que cet été, nous n'aurons pas le tourisme spécifique auquel nous sommes habitués dans les grandes villes. Nous nous adressons donc aux touristes des Régions ou des pays limitrophes. Toutefois, il s'agit là d'un tourisme d'un jour qui ne va pas nourrir nos hôtels. Nous pouvons déjà nous estimer heureux si ces touristes fréquentent nos restaurants.

Dans le secteur de l'horeca, la reprise post-Covid est inégale. Dans certains quartiers, les restaurants sont complets midi et soir alors que ce n'est pas le cas ailleurs, par exemple dans le quartier européen, parce que le public n'y est plus. Tout ce que nous pouvons espérer, c'est de le voir revenir.

Nous vivons un paradoxe. Nous avons envie de revenir au monde d'avant sur le plan économique, avec de nombreux navetteurs, tout en sachant que la ville de demain ne sera pas tout à fait la même et que le télétravail sera une réalité à laquelle il faudra réfléchir. Nous devons revoir notre logiciel pour les mois et les années à venir. Personne ne s'attendait à cela le 12 mars, quand le Conseil national de sécurité (CNS) a pris sa décision.

[341]

Pour ce qui est des mesures en matière d'emploi, je vous invite à prendre en compte l'ensemble des mesures adoptées au fil du temps. Il ne suffit pas de dire que l'on a trop fait dans l'économique et pas assez dans le social, par exemple. Ainsi, au niveau social, aucun d'entre vous n'a rappelé que la Région a dégagé 30 millions d'euros pour les CPAS. Un montant inédit ! Les CPAS seront en effet en première ligne pour accompagner les victimes économiques de la crise sanitaire au quotidien. En matière d'emploi, près de 50 millions d'euros vont être dégagés pour l'accompagnement par Actiris, notamment pour la garantie jeunes.

Il est donc faux de dire que l'on ne fait rien. Il convient d'additionner les actions. Nous visons un équilibre entre les différentes fonctions et nous sommes conscients des contraintes multiples de notre cadre budgétaire, même si nous l'avons fait exploser !

[343]

Toutes les mesures prises sont budgétées. Nous entamons maintenant un travail de coconstruction du plan de relance avec les partenaires sociaux. Nous espérons qu'il y aura également un plan de relance à l'échelle fédérale. Dans un pays comme le nôtre, les leviers sont multiples et nous ne les détenons pas tous. Rien ne sert de prendre des mesures si elles ne sont pas accompagnées par d'autres actions, notamment en matière d'emploi, au niveau du gouvernement fédéral.

Toute une série d'initiatives ont été prises par Mme Trachte sur les loyers commerciaux, les mesures structurelles qui visent à aider les commerces touchés par la crise, la mobilisation de l'épargne privée, etc. Ces mesures s'étaleront dans le temps.

La recapitalisation de finance.brussels n'est pas non plus à négliger. Nous avons accéléré le processus.

La crise du Covid-19 nous amène à reconsidérer les choses, mais les nombreux points de discussion d'aujourd'hui, comme la transition écologique ou les circuits courts, figurent déjà dans l'accord de majorité.

[345]

Des montants sont également prévus pour l'isolation du bâti (10 millions d'euros en 2020 sur l'alliance emploi-environnement), tout comme pour la recapitalisation de finance&invest.brussels (105 millions d'euros d'ici 2024).

En ce qui concerne les quartiers précarisés, le travail demandé à perspective.brussels consiste aussi à définir les orientations spatiales des politiques que la Région mènera, là où c'est nécessaire. C'est tout l'intérêt du groupe d'experts pour le logement post-Covid-19 : repenser la ville de demain. Aujourd'hui, tout le monde s'entend sur le fait qu'il ne faut plus construire de villas quatre façades avec jardin à Bruxelles. Cela ne

correspond pas au modèle bruxellois de demain, qui devra comporter des espaces communs, en toiture si nécessaire, des espaces verts et des terrasses. Il faut développer une autre vision de l'habitat qui tienne compte de la densité d'une ville.

Ceux qui imaginent un retour de la campagne en ville se trompent lourdement. D'ailleurs, un tel modèle ne pourrait pas fonctionner dans notre réalité économique. Mais nous devons néanmoins penser et conceptualiser cette vision de la ville de demain sous la forme de règles à appliquer au développement de ce secteur dans les mois et les années à venir. Je ne suis pas partisan d'une ville hygiéniste, mais la réalité de la crise sanitaire devra être prise en compte et il nous faudra construire en fonction de l'expérience que nous venons de vivre.

[347]

J'ai déjà répondu à la question de Mme Emmery relative à la jeunesse et l'emploi. Le renforcement des mesures d'emploi pour les jeunes est prévu, tout comme celui des actions visant le retour à l'emploi des jeunes qui ne sont ni étudiants, ni travailleurs, ni stagiaires (not in education, employment or training, NEET) de 18 à 25 ans et bénéficiaires de l'aide du CPAS. Un budget de 175.000 euros y est déjà alloué.

Une série de mesures concernent, par ailleurs, le décrochage scolaire. Il faut tenir compte de ce marqueur fort des inégalités sociales dans les mesures qui seront lancées à la rentrée.

Je citerai encore la mesure prônée par M. Clerfayt sur les allocations familiales. Il s'agira d'un coup de pouce non négligeable donné aux familles à la rentrée, qui coûtera une quinzaine de millions d'euros. Cette aide vise à relancer la consommation et à aider les familles à franchir le cap. Encore une mesure importante et socialement juste. Quoi qu'on en pense, notre système d'allocations sociales est sans doute celui qui assure la redistribution la plus précise aux bénéficiaires, en fonction de leur réalité socio-économique.

[351]

La lutte contre les violences faites aux femmes a retenu l'attention du gouvernement bruxellois, car nous sommes conscients que le confinement a eu des conséquences psychologiques graves, et qui risquent de durer. Le mental de nos concitoyens a été ébranlé. Retrouver un équilibre psychique prendra un certain temps.

Nous avons prévu de renforcer l'aide à domicile en dégageant 1,2 million d'euros au niveau de la Commission communautaire commune (Cocom) et 2,2 millions au niveau de la Commission communautaire française (Cocof).

En outre, pour répondre à la grande vulnérabilité du secteur mise en lumière par la crise, 6 millions d'euros seront libérés pour soutenir l'emploi dans les maisons de repos, maisons de repos et de soins et centres de jour. Nous devons tirer les leçons de la crise et améliorer cet encadrement. Cela étant dit, les pays voisins ont connu des situations similaires. Nous avons tous dû faire face à une crise inédite et d'une dimension totalement imprévue. Il est toujours facile de refaire l'histoire, c'est beaucoup moins simple de réagir au moment même.

[353]

Il est évident que nous veillerons à mener ce travail en concertation avec le niveau fédéral. Il y aura toujours des choses à améliorer, mais, en réalité, la Belgique est un pays en construction et déconstruction

permanentes, je le vérifie depuis que je suis en politique. J'ai la conviction que l'histoire belge ne va pas dans le sens d'une refédéralisation d'une série de matières.

Mme Bertrand, votre président de parti arbore souvent un masque aux couleurs de la Belgique. C'est très sympathique, mais il me semble qu'il ne mesure pas qu'il vit avec des partenaires dominants au nord du pays qui n'envisagent pas les choses sous le prisme de la refédéralisation.

(Remarques de Mme Bertrand)

Soyons réalistes : n'allez pas croire que, demain, nous refédéraliserons les soins de santé ! N'y comptez pas ! Le plan d'action vise au contraire à donner davantage de pouvoir aux Régions. Même si ce que je vous dis ne vous fait pas plaisir, croyez-moi : je connais les rapports de force qui sous-tendent le fonctionnement de la Belgique. Si les Wallons ont peut-être leur mot à dire, Bruxelles ne pèse pas lourd dans la balance. Nous devons rester vigilants.

Dans le secteur culturel, nous avons dégagé des moyens importants, tant au niveau de la Cocof que de la Commission communautaire flamande (Vlaamse Gemeenschapscommissie, VGC). La culture est un marqueur identitaire de Bruxelles. Nous devons donc soutenir ce secteur, quitte à ruser pour pouvoir continuer à le faire et permettre à nos artistes de surmonter le cataclysme qu'ils ont vécu.

(M. Guy Vanhengel, premier vice-président, prend place au fauteuil présidentiel)

[359]

Cette période de vacances est aussi l'occasion, pour ce secteur, de se produire et d'aller dans les quartiers à la rencontre des Bruxellois et Bruxelloises qui ne pourront pas partir.

Enfin, le plan de relance se construira avec les interlocuteurs sociaux. La dynamique est lancée : des réunions ont déjà eu lieu avec Brussels Enterprises Commerce and Industry (BECI) et les représentants des cabinets pour faire le point sur la méthode d'élaboration dudit plan.

Nous nous reverrons au mois de septembre pour adapter le résultat de cette concertation aux réalités budgétaires et réfléchir, dans un cadre pluriannuel, à la façon de continuer à soutenir les secteurs les plus fragiles tout en respectant l'accord de majorité.

(Applaudissements sur les bancs de la majorité)

[363]

M. le président.- Chaque groupe politique a droit à deux minutes de réplique.

Mme Alexia Bertrand (MR).- Ce plan de relance pose une question cruciale à laquelle toutes les démocraties sont confrontées : comment concilier urgence et durée ? La réponse exige de distinguer l'urgence de l'immédiateté. L'immédiateté engendre souvent des solutions plus faciles, voire de facilité, mais nécessaires. En l'occurrence, les mesures de soutien sont nécessaires. C'est notamment le cas de la mesure sur les allocations familiales en faveur de laquelle nous plaidons.

En même temps, il faut inscrire l'urgence dans le temps. Or, le temps de la démocratie est long, trop long. C'est ce que les populistes aiment rappeler, en disant que tout doit aller vite. Votre rôle était de faire cette distinction, et d'envisager les perspectives à moyen et long termes.

Nous sommes convaincus qu'un plan de relance pour l'emploi était fondamental. Le travail est source d'émancipation et de dignité. Ce plan permettra d'éviter des politiques plus ponctuelles qui ne sont que des sparadraps. Les politiques doivent être des leviers d'action dont nous devons pouvoir tirer parti durant plusieurs années. Ce n'est pas facile à faire, car la durée des mandats est inférieure à ce laps de temps !

[367]

Je pense que c'est Victor Hugo qui disait : "Il n'y a pas de solutions, il n'y a que des dynamiques à mettre en place qui apporteront des solutions." J'y crois profondément. C'est ce principe que nous aurions voulu voir appliqué dans le plan d'isolation du bâti, l'apprentissage en ligne et nombre d'autres choses.

On nous demande ce qu'il aurait fallu faire, comment financer cela... Il y a beaucoup de réponses, dont certaines seulement figurent dans le plan de relance. Mais il y en existe d'autres : les obligations à effet social, les fonds d'épargne privés, etc. Il aurait fallu mettre en place le fonds de prêt subordonné et l'automatisation des garanties à finance.brussels. Une série d'autres outils sont encore à notre disposition.

Pour l'instant, ce plan reste trop dans l'immédiateté et le soutien, et ne relève pas assez de la relance.

[369]

Mevrouw Cielkje Van Achter (N-VA).- De openingszitting van het nieuwe parlementaire jaar staat gepland op 21 september. Wanneer wilt u de volledige begroting voorleggen aan het parlement? De organieke ordonnantie van 2006 legt de deadline vast op 31 oktober, maar dat is een uiterste datum. U had de begroting ook al in mei bijvoorbeeld kunnen voorstellen.

(Opmerkingen van minister-president Vervoort)

Dit herstelplan maakt deel uit van het regeerakkoord en van de andere doelstellingen van de regering, waar wij echter geen zicht op hebben.

Ik heb al antwoord gekregen van minister van Begroting Gatz. Ik weet dat u eraan werkt, maar ik wil de regering ertoe oproepen om de begroting vóór 31 oktober 2020 voor te stellen, zodat we dit plan en de rest van het regeerakkoord uitgebreid kunnen bespreken. We wachten in feite al anderhalf jaar.

[373]

Mme Isabelle Emmerly (PS).- M. le ministre-président, gardez le cap de la déclaration de politique régionale (DPR). Les grandes mesures qui y figurent sont tout aussi vitales, si pas plus, maintenant qu'auparavant. Poursuivez aussi le modèle de la concertation sociale, car c'est le seul qui permette de faire avancer les choses, parce qu'il est basé sur la coconstruction et donc l'adhésion du plus grand nombre.

[375]

De heer Arnaud Verstraete (Groen).- Groen steunt zowel de snelle reactie van de regering als de langetermijnvisie die ze heeft uitgestippeld: een klimaatneutraal Brussel met een sterk sociaal hart.

De oppositie heeft kritiek op de omvang van de plannen. Als we de cijfers bekijken, besteedt Brussel 5% van zijn begroting aan het herstelplan, met inbegrip van de noodmaatregelen. Dat is de helft van wat Vlaanderen en Wallonië investeren.

[377]

(poursuivant en français)

Je souhaite souligner mon étonnement : parmi mes collègues, certains se disent préoccupés par la situation des personnes les plus précarisées, mais remettent en question la politique de mobilité déployée par ce gouvernement.

Pour rappel, chaque fois qu'une bande de circulation automobile est libérée pour en faire une piste cyclable, c'est également un peu plus d'espace qui est libéré pour les piétons. Je pense notamment à la rue de la Loi et au boulevard Lambert, où piétons et cyclistes étaient constamment en conflit. De plus, tout le monde est piéton, en particulier les personnes les plus précarisées, qui ont justement besoin de ce type de mesure. Il est important de le souligner.

De même, il est important de rappeler les efforts sans précédent déployés par ce gouvernement au niveau des transports en commun. Pendant la crise du Covid-19, des pistes cyclables ont été aménagées, des places étaient gratuitement disponibles sur les parkings de transit, l'offre en transports en commun a été mise à disposition au maximum et les investissements ont continué à être réalisés. Ce plan a été élaboré de manière concertée. La participation n'aurait pas pu être plus grande. C'est à saluer, à applaudir et non à critiquer.

(Applaudissements)

[381]

Mme Françoise De Smedt (PTB). - M. le ministre-président, vous avez parlé de repenser la ville de demain. Vous avez cité des exemples de modèles d'espaces aérés et mentionné qu'il fallait, entre autres, plus de terrasses. Il est clair que cette crise a montré que l'on avait besoin de beaucoup plus d'espace. C'est particulièrement vrai pour les familles qui ont dû s'entasser dans leurs petits logements pendant la crise sanitaire.

Mais pour nous, la question de fond demeure : à qui cette ville de demain sera-t-elle accessible ? Comme je l'ai dit dans mon exposé, en matière de logements abordables, nous n'avons pas le sentiment que l'on répond ici aux attentes de toutes les familles concernées. Je rappelle que les 47.000 familles sur la liste d'attente du logement social ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Il y en a beaucoup d'autres qui pourraient aussi avoir accès à un logement social. De côté-là, il n'y a pas d'avancées suffisantes pour répondre aux besoins.

Nous saluons les quinze ou seize millions d'euros qui seront alloués aux allocations familiales. C'est une avancée, certes, mais cela reste une mesure ponctuelle. Que vont faire toutes les familles durant les mois qui vont suivre ? Au mois d'août, elles recevront cette allocation supplémentaire, mais le problème des loyers trop élevés et celui de l'accès au logement n'ont pas été résolus.

Vous avez remis en avant l'élément de la garantie jeunes, mais je rappelle que celle-ci a montré ses limites. Ces dernières années, les emplois précaires ont fortement augmenté parmi les jeunes. Une fois encore, ces éléments ne sont pas particulièrement rassurants quant à l'accessibilité de la ville de demain que vous souhaitez construire.

[383]

Concernant les pistes cyclables, M. Verstraete, nous n'avons jamais dit qu'il n'en fallait pas. Nous pensons simplement que cette solution de mobilité alternative ne suffira pas à elle seule. La confiance pour reprendre les transports en commun n'est pas encore revenue, et elle ne reviendra pas si la fréquence des bus et des trams n'est pas augmentée. Les usagers ne monteront pas dans des véhicules bondés.

[385]

M. John Pitseys (Ecolo).- Je suis encore nouveau ici, mais je commence à comprendre que les répliques constituent le moment où l'on prend la parole dans le but d'avoir le dernier mot. Je vais résister à cette tentation.

Je souhaite remercier le ministre-président, d'abord pour sa détermination, ensuite pour avoir mis sur la table un certain nombre de contraintes. Vous avez également exposé les principes selon lesquels vous allez tenter de remédier à ces contraintes et précisé les directions que nous emprunterons, sans jamais éluder les difficultés qui se présenteront.

Voilà ce dont nous aurons besoin dans les mois à venir : le sens de la complexité.

[387]

M. Michaël Vossaert (DéFI).- L'idée selon laquelle le plan de relance ne contient aucune politique de l'emploi ou de plan pour l'emploi est totalement fausse. Prenez, à titre d'exemple, les politiques de formation, la garantie jeunes ou le pôle emploi-formation...

Nous ne devons pas oublier que des éléments macroéconomiques peuvent, eux aussi, contribuer à créer de l'emploi et à dynamiser notre Région. Certes, les pouvoirs publics sont là pour accompagner les demandeurs d'emploi et offrir à nos jeunes - cette génération à ne pas sacrifier après la crise - des outils pour créer eux-mêmes leurs emplois. Tel est l'un des rôles que la Région peut jouer.

Enfin, si l'on peut rêver d'une refédéralisation des soins de santé, j'aimerais revenir, M. le ministre-président, sur l'un de vos propos. Sauf erreur de ma part, vous avez déclaré que Bruxelles n'avait peut-être pas un rôle si important. Or, notre pays a besoin de Bruxelles, aujourd'hui plus que jamais. Notre Région est le poumon économique du pays. Dans les années à venir, il nous incombera de faire encore mieux respecter notre Région, dans toutes ses compétences et dans tous ses talents, qu'il nous reviendra de mettre davantage en évidence.

[389]

M. Fouad Ahidar (one.brussels-sp.a).- M. le ministre-président, on ne le répétera jamais assez : vous avez notre confiance. Je pense que vous faites de votre mieux, avec les moyens disponibles, pour essayer de relancer l'économie et le pouvoir d'achat à Bruxelles, et essayer de soutenir au maximum les Bruxellois.

Par contre, je n'ai pas reçu de réponse à l'une de mes questions. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi 35 millions d'euros supplémentaires sont consacrés à la politique du logement. Je trouve cela très bien et je ne demanderais pas mieux que ce soient des centaines de millions d'euros, mais j'ai toujours entendu que nous n'arrivons pas à épuiser les budgets disponibles dans ce domaine. Alors, pourquoi ces 35 millions d'euros ne seraient-ils pas plutôt consacrés au pouvoir d'achat ? Nous pourrions utiliser l'argent mis de côté pour le

logement. Cela m'interpelle. Chaque fois que ce sujet est abordé, j'entends que les projets manquent et que des millions d'euros ne sont pas utilisés. Pourriez-vous nous l'expliquer ?

[391]

M. Rudi Vervoort, ministre-président.- Le taux de réalisation n'est sans doute pas à la hauteur de nos espérances. Inscrire un montant et le dépenser aura une incidence sur le budget général, ainsi que sur la trajectoire budgétaire de la Région. L'argent qui n'est pas dépensé est donc malgré tout dans le compte général et n'existe plus à proprement parler. L'époque où l'on pouvait se constituer des réserves qui n'avaient pas d'incidence sur l'exécution budgétaire est révolue. Aujourd'hui, la limite est fixée par l'équilibre budgétaire lui-même. En d'autres termes, nous ne pouvons pas dépasser les limites que fixe le cadre budgétaire.

M. le président.- Mmes Fremault, Lefranc et Debaets, ainsi que M. Kennis, ne peuvent intervenir dans le débat car ils sont retenus en commission. Ils sont excusés.

[395]

De heer Jan Busselen (PVDA).- De federale overheid heeft het voorbije jaar 1 miljard euro voor de zorg vrijgemaakt: 400 miljoen in oktober en 600 miljoen in juli. Het Brussels Gewest maakt nu 20 miljoen vrij en nog eens 8 miljoen voor de coronacrisis. Alles bij elkaar dus 28 miljoen euro.

In de wetenschap dat meer dan een tiende van de Belgische zorg in het Brussels Gewest wordt verstrekt, is dat duidelijk veel te weinig. Net als voor de coronacrisis komen de inspanningen niet aan de noden tegemoet.

Het is verder goed om te horen dat de culturele sector als belangrijk wordt bestempeld, maar hij heeft wel bijna vier maanden moeten wachten voor elke kunstenaar een premie van 1.500 euro kreeg, wat neerkomt op een onleefbare 500 euro per maand. Vzw's krijgen elk 2.000 euro, goed voor een onleefbare 600 tot 700 euro per maand.

In het herstelplan is geen aandacht voor kunstenaars. Kunstenaars hebben een atelier nodig. In het voormalige gebouw van Actiris, dicht bij de Beurs van Brussel, was er ruimte voorhanden, maar dat gebouw werd verkocht aan de privésector. Misschien moet u overwegen om werkplaatsen aan kunstenaars te verhuren tegen een betaalbare prijs.

De voorzitter.- Ter informatie, de heer Gatz is van regering veranderd. Hij was bevoegd voor Cultuur in Vlaanderen, maar nu heeft hij in het Brussels Gewest de bevoegdheid Financiën en Begroting.

(Vrolijkheid)

[401]

Mme Victoria Austraet (indépendante).- Vous avez rappelé les grandes lignes directrices de ce plan de relance, dont de nombreux éléments sont à soutenir. J'aurais toutefois aimé entendre des réponses plus concrètes et précises à plusieurs questions, dont les miennes.

Au bout du compte, nous n'avons pas reçu de plus amples informations sur le traitement de certains points laconiquement mentionnés dans le tableau budgétaire et qui mobilisent des millions d'euros. J'en apprendrai peut-être davantage dans la presse mais, en l'état, il est difficile de se positionner de manière circonstanciée par rapport à ce plan.

[411]

**PROJET D'ORDONNANCE PORTANT MISE EN VIGUEUR DE LA DÉLIBÉRATION
BUDGÉTAIRE N° 05 DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
AUTORISANT L'ENGAGEMENT, LA LIQUIDATION ET LE PAIEMENT DES DÉPENSES, À
IMPUTER AU BUDGET GÉNÉRAL DES DÉPENSES DE LA RÉGION DE BRUXELLES-
CAPITALE POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 2020 (NOS A-209/1 ET 2 – 2019/2020).**

M. le président.- La discussion générale est ouverte.

M. Marc-Jean Ghysse, rapporteur, se réfère au rapport écrit.

La discussion générale est close.

[417]

Discussion des articles

M. le président.- Nous passons à la discussion des articles.

Article 1er

Pas d'observation ?

Adopté.

Article 2

M. le président.- Un amendement n° 1 a été déposé par Mme Françoise De Smedt et M. Jan Busselen, libellé comme suit :

“Remplacer l'article 2 par la disposition suivante :

"Suite à la délibération motivée n° 05, prise conformément à l'article 26 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, sur l'allocation de base 06.001.99.01.0100 les crédits B sont augmentés de 150.000.000 euros et les crédits C de 180.000.000 euros.

Dans les 150.000.000 euros de crédits B, 30.000.000 euros sont alloués au soutien spécifique du secteur des maisons de repos et maisons de repos et de soins. Les crédits sont ventilés comme suit : 15.000.000 euros sont alloués à l'engagement d'un(e) aide-soignant(e) et d'un(e) infirmier(e) par maison de repos/maison de repos et de soins et 15.000.000 euros sont alloués à la revalorisation du secteur. La somme est à se répartir entre les 7.000 travailleur(euse)s du secteur, en fonction des modalités fixées en concertation avec la représentation syndicale.”

Mme Françoise De Smedt (PTB).- Il s'agit du même amendement que celui déposé en commission, demandant 30 millions d'euros supplémentaires pour le secteur des maisons de repos, pour le revaloriser et engager du personnel.

M. le président.- Vous vous référez à la justification donnée en commission ?

Mme Françoise De Smedt (PTB).- Tout à fait.

M. le président.- L'article et l'amendement sont réservés.

Article 3

Pas d'observation ?

Adopté.

Nous procéderons tout à l'heure aux votes nominatifs sur l'amendement, l'article réservé et sur l'ensemble du projet d'ordonnance.

[431]

QUESTIONS ORALES

M. le président.- Toutes les questions orales inscrites à l'ordre du jour ayant reçu réponses écrites, elles sont dès lors retirées de l'ordre du jour.

[433]

- La séance est levée à 13h11.